

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 4
DÉCEMBRE 2007
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION

www.ddc.admin.ch

La contribution suisse à l'élargissement de l'UE – ses effets ici et là-bas

Meurtri par une histoire tragique
et des catastrophes à répétition,
Haïti espère encore

Aide budgétaire – ses forces
et ses faiblesses font l'objet
d'un débat critique



DOSSIER



CONTRIBUTION À L'ÉLARGISSEMENT DE L'UE Shopping dans une ancienne mine de charbon

Malgré l'euphorie de la croissance dans les nouveaux pays membres de l'UE, il y a aussi des perdants et toutes les réformes structurelles ne sont pas achevées. Un instantané de la situation en Pologne.

6

De nouveaux marchés s'ouvrent à l'Est

Des entreprises suisses découvrent que l'Europe de l'Est est un marché plein d'avenir. Et la recherche scientifique en attend de nouvelles impulsions.

12

Aide ciblée et savoir-faire suisse

Avec sa contribution à l'élargissement, la Suisse soutiendra des domaines dans lesquels elle peut apporter une contribution spécifique

14

Le chaînon manquant de l'action humanitaire

Le Forum humanitaire mondial a été créé à Genève sur l'initiative de la Suisse

24

FORUM



Un dialogue imparfait qui a le mérite d'exister

Les forces et les faiblesses de l'aide budgétaire, un instrument relativement nouveau de la coopération au développement

26

Des petits Vietnamiens gâtés

L'écrivaine vietnamienne Phan Thi Vang Anh évoque les jeunes domestiques pauvres et leurs relations avec les enfants de leurs employeurs

29

HORIZONS



Haïti, la mauvaise réputation

Présenté surtout comme une catastrophe économique et politique, cet État extrêmement pauvre recèle un grand potentiel culturel

16

Brève chronique d'une veuve

Viergela Louisy raconte la vie difficile d'une femme de ménage qui élève seule ses sept enfants à Port-au-Prince

20

DDC

À l'unisson avec le monde

Le directeur de la DDC Walter Fust estime que la Suisse a tout intérêt à être ouverte sur le monde, plutôt que de faire cavalier seul

21

Un vivier de compétences à Ouagadougou

L'Afrique occidentale profite d'un partenariat scientifique entre la Suisse et le Burkina dans le domaine de l'eau et de l'assainissement

22

CULTURE



Le vaudou, un segment de l'ADN haïtien

La Suissesse Marianne Lehmann a constitué en Haïti l'une des plus importantes collections d'art vaudou du monde

30

Éditorial	3
Périscopes	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce que la responsabilité sociale des entreprises ?	25
Service	33
Impressum	35

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



Un milliard doublement gagnant

Le dossier de cette édition d'*Un seul monde* est consacré à la contribution suisse à l'élargissement de l'Union européenne. Les dix pays qui ont rejoint l'UE le 1^{er} mai 2004 vont profiter, dans les cinq ans à venir, d'un milliard de francs que la Confédération met à leur disposition pour les aider à combler leur retard sur les autres membres de l'Union. Un milliard, c'est peu et c'est beaucoup à la fois.

Certes, depuis le début des années 90, les pays de l'Est européen affichent des taux de croissance qu'ils n'avaient jamais atteints auparavant. L'économie de marché se développe à la vitesse grand V, le marché de l'emploi est en plein boom, le niveau de vie de la population s'améliore nettement. Mais tout n'est pas rose partout, ni pour tout le monde. Cette nouvelle et réjouissante prospérité est très inégalement répartie; de nombreuses régions, des pans entiers de la population dans les dix nouveaux États membres restent à l'écart de cet essor.

Comparé à la masse des flux économiques et financiers engendrés par l'élargissement, le milliard suisse paraît bien modeste. Il sera néanmoins d'une grande utilité pour combler quelques-unes des lacunes les plus graves de ce développement. Et elles ne manquent pas: dans les secteurs de la santé, des infrastructures, du logement, de l'environnement, de l'énergie, il y a un travail colossal à entreprendre – surtout dans les campagnes. Imaginez: rien qu'en Pologne, 90 pour cent des hôpitaux doivent être rénovés d'ici 2012 pour répondre aux exigences de l'UE. Et les fonds manquent cruellement. Ce n'est pas la

doctoresse Godula-Stuglik, de l'hôpital universitaire de Zabrze, qui dira le contraire, elle qui est contrainte de se mettre à la chasse aux sponsors, pendant ses heures libres, pour financer l'entretien de son établissement!

À son échelle, la coopération suisse (DDC et SECO) va participer à ce gigantesque effort de rattrapage. Elle va concentrer ses activités dans les domaines où elle a déjà largement fait la preuve de ses compétences, comme la santé, l'éducation et la formation professionnelle, le développement rural, les transports, pour n'en citer que quelques-uns. Elle va surtout cibler son aide sur les régions les plus défavorisées, les niches oubliées du vaste chantier de l'élargissement de l'UE. L'économie privée helvétique, ainsi que la science et la recherche, vont aussi en profiter directement; elles en retireront un accès facilité à ces nouveaux marchés et cela créera des emplois en Suisse même.

Ce milliard est donc une opération doublement gagnante, pour les dix nouveaux États membres de l'UE comme pour la Suisse. Sans compter qu'il contribuera à renforcer la paix, la sécurité et la stabilité de l'Europe entière.

Jean-Philippe Jutzi

Chef suppléant médias et communication DDC



Monirul Alam / Still Pictures

De moins en moins d'herbe à brouter

(bf) Les chèvres noires du Bengale occupent une place prépondérante dans l'agriculture et l'industrie du cuir du Bangladesh. On recense plus de 300 millions de têtes. Bon an mal an, elles fournissent quelque 6 millions de mètres carrés de peau, qui est pour l'essentiel transformée en cuir. Une lourde menace pèse cependant sur leur habitat. L'agriculture ne cesse d'annexer des terrains jusque-là en friche. Il en résulte une réduction inexorable des pâtures pour ces fameuses chèvres naines dont le cuir est d'une qualité exceptionnelle, même en comparaison internationale, et peut donc atteindre des prix très élevés. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) viennent de lancer un projet de développement pour approfondir l'étude génétique de cette race caprine. Leur but est d'améliorer les techniques d'élevage et la santé du cheptel. Le projet de recherche vise par ailleurs à mieux garantir les revenus des agriculteurs et à «développer les capacités des systèmes nationaux de recherche agricole».

Sanctuaire des oiseaux migrants

(jls) La mare d'Oursi, à l'ex-

trême nord du Burkina Faso, est un lieu de transit pour les oiseaux migrants, qui s'y rassemblent après la longue traversée du Sahara. Zone humide isolée dans un environnement très sec, elle attire également les paysans, les maraîchers, les pêcheurs ainsi que les éleveurs nomades qui viennent de loin pour abreuver leurs troupeaux. Mais ce marécage surexploité est en état de dégradation avancée. Il est menacé d'assèchement et d'ensablement. Autrefois, beaucoup de volatiles étaient abattus par les braconniers ou par les habitants lors de chasses collectives. Il y a huit ans, la fondation burkinabè Naturama a lancé une campagne qui vise à sauvegarder un écosystème vital. La population a été sensibilisée à la nécessité de protéger les oiseaux et l'environnement. En collaboration avec les villages riverains, Naturama a entrepris de reboiser le pourtour de la mare, afin de stabiliser

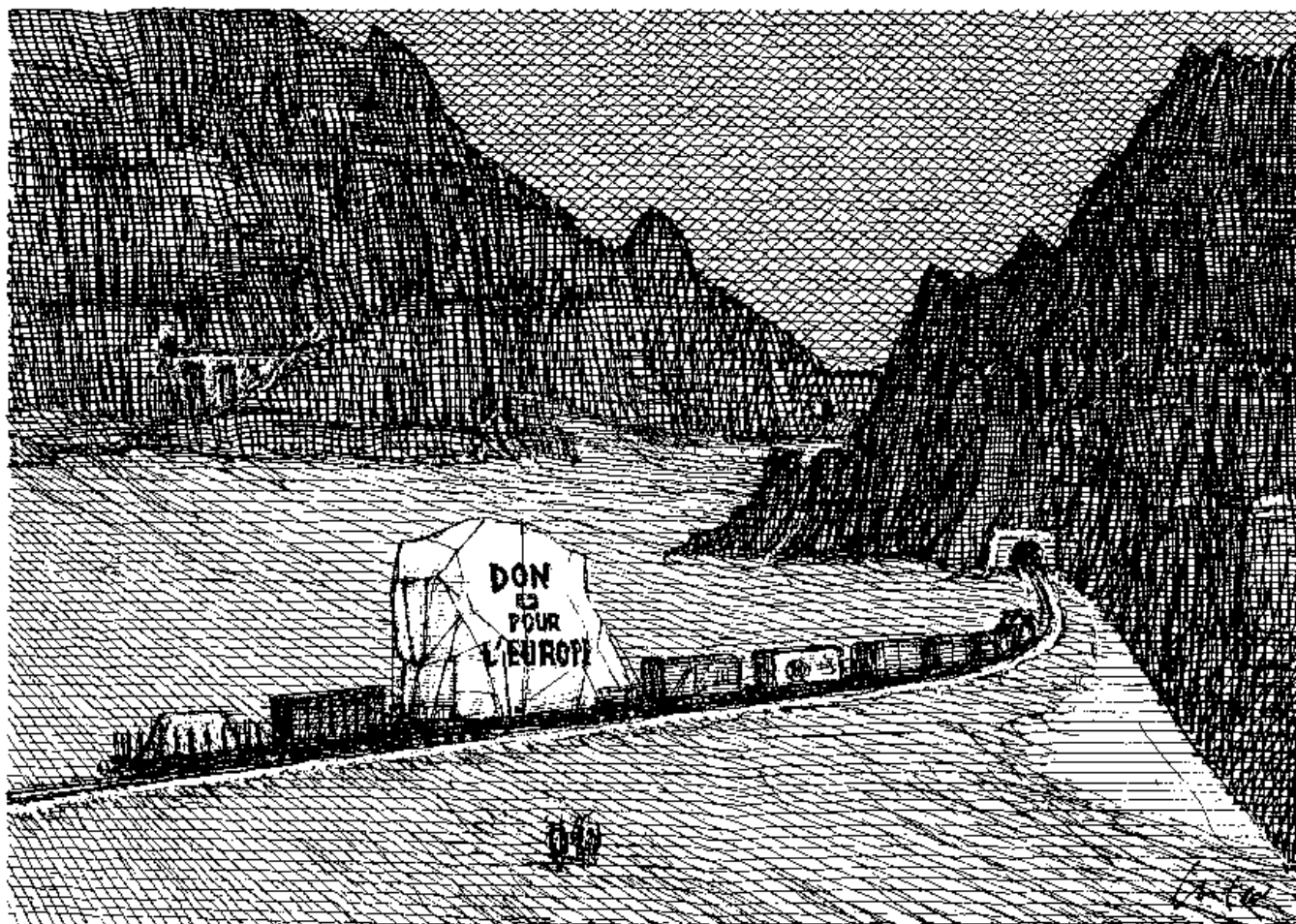
les berges et de retenir le sable. Elle gère une pépinière qui produit les plants nécessaires. Une haie vive s'étend déjà sur 1,5 km.

Développement du peuple par le peuple

(jls) Dans certaines banlieues camerounaises, les habitants s'organisent et prennent en main leur développement. Le quartier de Towo Sud, à Douala, est un cas exemplaire. Ses 300 habitants font partie du comité local de développement, auquel ils versent une cotisation de 2000 Fcfa (5 francs) par mois. Ils ont financé l'aménagement d'une voie en terre de 2 km de long. Le dimanche matin, tous descendent dans la rue, houe et machette à la main, pour entretenir cette route et les pistes du quartier. Le comité a également prolongé le réseau électrique, afin que l'ensemble des immeubles soient raccordés. À quelques pas de là, les habitants de Towo Nord ont constitué un comité de sécurité, chargé de lutter contre le banditisme. Le travail communautaire se pratique aussi dans d'autres villes africaines. À Goma, en RDC, une soixantaine de jeunes se retrouvent chaque dimanche pour désenclaver le quartier de Mabanga Sud. Ils rouvrent des routes encore barrées par la roche et la lave qui s'étaient répandues lors de l'éruption du volcan Nyiragongo en 2002.



Jeremy Hatfield / Panos / Strates



L'élargissement

Fumées toxiques

(jls) La production de sucre de palme, source de revenus pour des milliers de paysans du Cambodge, est très gourmande en énergie, car le jus récolté sur le palmier doit cuire longtemps. Or, le bois se fait rare et son prix grimpe. De plus en plus de villageois le remplacent par des restes de textiles. Les usines de confec-

tion, qui importent du tissu de Chine puis exportent leurs articles vers les États-Unis et l'Europe, produisent chaque jour des montagnes de déchets. Quelques esprits malins ont flairé là un commerce lucratif et sont allés proposer aux paysans un combustible avantageux. Le problème, c'est que ces tissus, le plus souvent synthétiques, déga-

gent en brûlant de la dioxine et d'autres substances très toxiques. Beaucoup d'habitants se plaignent de maux de tête, mais ne renoncent pas pour autant à une économie bienvenue: avec une tonne et demie de déchets textiles, achetés 120 000 riels (soit 36 francs), une famille peut produire du sucre pendant un mois; si elle brûlait du bois, elle devrait déboursier 200 000 riels (61 francs).

L'argent ne fait pas le bonheur

(bf) Si nous parvenons à définir ce qui rend les pauvres heureux, nous serons à même d'améliorer nos politiques de développement et nos stratégies d'aide. C'est ce qu'affirme Sabina Alkire, directrice de l'Oxford Poverty and Human Development Institute (OPHI), le nouvel institut de

recherches économiques de l'Université d'Oxford. Un bon revenu n'est de loin pas la principale composante du bonheur, estime-t-elle. C'est pourquoi le développement doit mettre l'accent sur d'autres éléments que les facteurs monétaires habituellement privilégiés par les économistes. Il doit notamment accorder plus d'attention à la production et à la consommation de biens et de services. «Nous avons demandé aux pauvres ce qui compte le plus à leurs yeux, et aucun n'a cité le revenu en premier», déclare Sabina Alkire. «Contrairement à ce qu'affirment les divers ouvrages consacrés au développement, la religion, les rapports humains et la paix intérieure revêtent une importance bien plus grande que les ressources financières.»





Le contraste pourrait difficilement être plus frappant: un temple de la consommation a été érigé à Katowice, à un endroit où l'on extrayait autrefois du charbon; cependant, les maisons d'ouvriers construites au 19^e siècle abritent encore beaucoup d'habitants qui vivent dans la pauvreté.



Shopping dans une ancienne mine de charbon

L'Europe de l'Est prend son envol: depuis leur adhésion à l'Union européenne (UE) en mai 2004, les dix nouveaux États membres voient leur essor économique s'accélérer. Mais cette euphorie de la croissance n'est que le beau côté de la médaille. Il y a aussi des perdants, et tous ces pays n'ont pas encore achevé leurs réformes structurelles. Un instantané de la situation polonaise. De Gabriela Neuhaus.

«C'est une honte!» Katarzyna Chojna désigne avec un geste d'excuse la gare centrale de Varsovie. Encadrée d'un côté par l'imposant Palais de la Culture, un cadeau de Staline aux Polonais, et de l'autre par un centre commercial aux lignes futuristes, cette bâtisse a effectivement piètre allure. Mais ses jours sont comptés: «Nous en aurons une nouvelle pour l'Euro 2012», proclame fièrement cette trentenaire qui possède la double nationalité suisse et polonaise. M^{me} Chojna vit à Varsovie depuis neuf ans et ne souhaite pas repartir pour le moment: «Au début, j'étais là par goût de l'aventure – la vie est ici plus chaotique qu'en Suisse. L'essor économique est rapide, mais les Polonais sont conservateurs en politique. Cette ambiance de renouveau est encore inhabituelle.»

Varsovie est en pleine expansion, surtout depuis l'adhésion à l'UE le 1^{er} mai 2004: les grands immeubles poussent comme des champignons, il y a une énorme demande de bureaux et de logements pour le personnel des multinationales qui ouvrent des filiales dans la capitale polonaise. La place du Château est animée par les allées et venues d'une foule très internationale, un peu comme devant le Centre Pompidou à Paris. Dans les temples modernes du commerce, les nouvelles classes aisées trouvent les enseignes et les articles de marque qui, aujourd'hui, surgissent n'importe où dans le monde dès les premiers signes de prospérité.

Entre essor et pauvreté

Cette nouvelle Pologne ne se limite pas à la capitale. À Katowice, on voit de loin la tour très symbolique du centre commercial Silesia City Center. Il y a quelques années encore, une mine de charbon était en activité à cet endroit même. Il n'en reste aujourd'hui, outre le chevalement d'extraction d'une hauteur de 50 mètres, que les bâtiments restaurés des anciens ateliers de réparation et la chapelle de Sainte-Barbe, patronne des mineurs.

Cette chapelle a l'air un peu perdue ainsi plantée au milieu des divertissements modernes, des magasins et des restaurants. Elle témoigne de façon frappante de la vitesse à laquelle la vie a changé ici en une dizaine d'années. Selon les gérants du City Center, 2000 emplois ont été créés par l'ouverture du complexe commercial, qui attire environ 12 millions de visiteurs par an.

Vadislav Sekulas n'est certainement pas un client de cette mine reconvertie. Dans quelques minutes, à 18h30, il va prendre son service dans la mine de charbon de Polska-Wirek, où son équipe travaillera jusqu'à 2 heures du matin. Ce site risque, lui aussi, de fermer bientôt, mais reste provisoirement exploité parce que le prix du charbon a fortement augmenté depuis quelque temps.

Vadislav Sekulas ne se fait pas trop de souci pour l'avenir: il travaille ici depuis plus de 22 ans et prendra sa retraite dans trois ans. «La protection des travailleurs s'est améliorée ces dernières années», répond-il quand on lui demande ce qui a changé. «Mais les salaires sont restés presque pareils. Il faut vraiment bien calculer pour parvenir à joindre les deux bouts.»

Au moins, ses collègues et lui ramènent une paie à la maison – ce qui ne va plus de soi depuis longtemps en Haute-Silésie, région autrefois spécialisée dans l'exploitation minière et l'industrie lourde. De nombreuses entreprises ont été fermées au début des années 90 et plus de 300 000 gueules noires se sont retrouvées sans travail.

Dans des villes comme Bytom ou Zabrze, ce n'est que misère et délabrement. En dépit de leur architecture charmante, les *familokis* – maisons d'ouvriers en briques rouges construites au 19^e siècle – ne dissimulent guère la pauvreté de leurs habitants. Quelques anciens mineurs discutent devant une porte d'entrée. «Ça devient toujours pire», dit l'un d'entre eux. Depuis que la mine est fermée, il se débrouille en vendant de la ferraille. Partout,

Fonds de l'UE pour la Pologne

Dans le cadre de sa politique de cohésion, l'UE alloue des ressources à ses pays membres les plus défavorisés afin de réduire les disparités entre eux et les régions riches de l'Europe. La Pologne – le plus peuplé des nouveaux pays membres, avec 38 millions d'habitants – a d'importants retards à rattraper dans des secteurs tels que l'infrastructure, l'environnement ou l'économie. Au cours d'une première phase allant de 2004 à 2006, l'UE lui a accordé 12,8 milliards d'euros. Durant la période 2007–2013, elle consacrera 85 milliards d'euros au développement de l'économie polonaise. À cette aide de Bruxelles s'ajoute celle des États membres de l'AELE: la Norvège, le Liechtenstein et l'Islande alloueront à la Pologne 558 millions d'euros, et la Suisse 438 millions de francs.



La Pologne et la Suisse

Au cours des années 90, la Suisse a accordé à la Pologne une aide à la transition. Elle a ainsi soutenu différents domaines : des petites entreprises de la province de Petite-Pologne ont bénéficié de crédits à taux avantageux ; à Poznan, un projet pilote de marché aux légumes en gros est devenu un modèle de référence ; des initiatives telles que le projet « mère et enfant » en Silésie ont contribué au développement de la santé publique ; la Suisse a alimenté divers investissements dans le domaine écologique, par exemple la construction à Katowice d'une centrale de production d'électricité et de chaleur, qui respecte l'environnement.

on constate la disparition de fils téléphoniques, de gouttières ou de tuiles. Tout ce qui n'est pas solidement fixé est emporté et bradé. « Ce n'est plus une vie, observe une femme, nous en sommes réduits à végéter. »

Système de santé : un enfantement douloureux

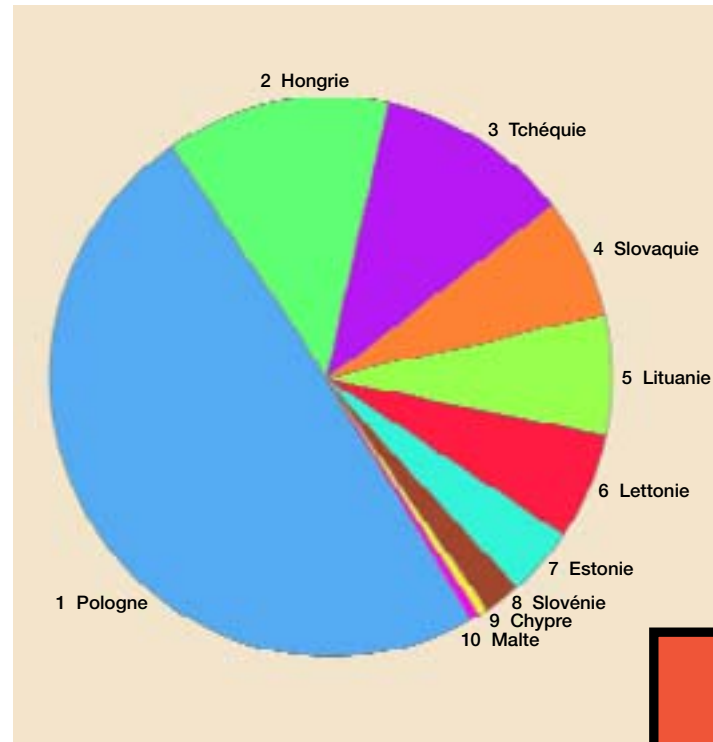
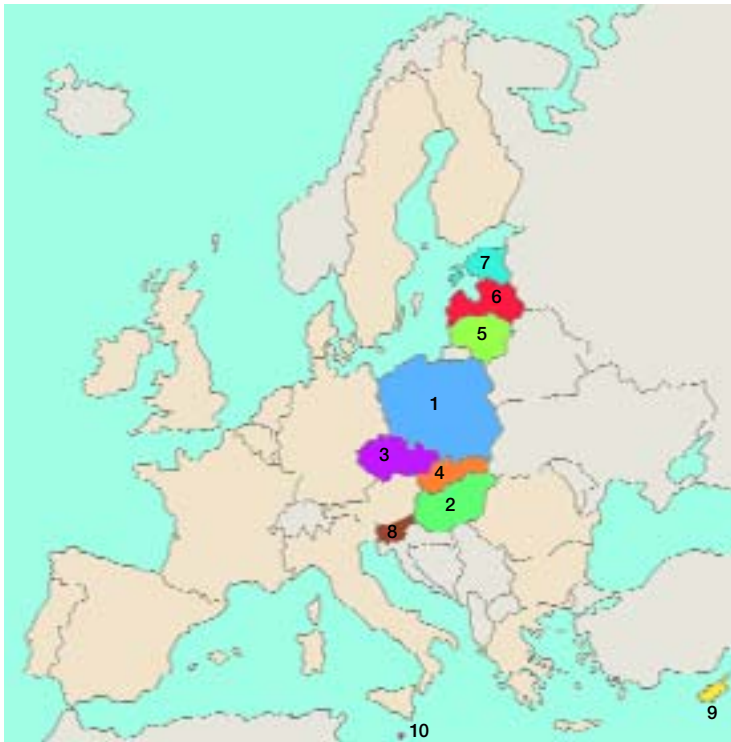
Pour Karolina et Julia, il s'agit d'abord de survivre. Ces jumelles ont de bonnes chances d'y parvenir, alors qu'elles sont nées trois mois trop tôt et pèsent tout juste 800 grammes chacune. Grâce au personnel très bien formé et au service de néonatalogie correctement équipé de l'hôpital universitaire de Zabrze, le taux de mortalité des prématurés a sensiblement diminué depuis 1990 en Silésie. Ce succès est imputable à un projet cofinancé par la Suisse et intitulé « mère et enfant », qui avait pour but de développer les équipements et la formation du personnel de néonatalogie dans toute la province.

C'est la qualité exécrable de l'air dans la région qui a été la cause initiale du projet. La Silésie en-

registrait de ce fait une proportion de prématurés largement supérieure à la moyenne polonaise. Bien que la pollution ait nettement diminué depuis quelques années, les trente couveuses disponibles sont généralement toutes occupées. L'explication est fournie par Urszula Godula-Stuglik, professeure de néonatalogie et cheffe de service à l'hôpital universitaire de Zabrze : « L'air s'est amélioré. Mais nous avons maintenant de sérieux problèmes sociaux. Le chômage et de maigres revenus pour un travail très dur dans les supermarchés font que les mères, souvent très jeunes et célibataires, souffrent de malnutrition. Il en résulte beaucoup d'accouchements avant terme, accompagnés d'infections graves. »

La réforme du système cause d'autres soucis à la doctoresse : en Pologne, les soins aux patients restent couverts par le Fonds national de la santé publique ; mais chaque hôpital doit assumer lui-même l'entretien de ses infrastructures, de même que leur urgent et nécessaire renouvellement. « Durant mon temps libre, je recherche des sponsors et je rends visite à des directeurs de banque », raconte Urszula

La répartition par pays du « milliard de la cohésion »



Le 1^{er} mai 2004, l'UE s'est élargie à dix nouveaux États membres : Pologne, Slovaquie, Tchéquie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Estonie, Slovénie ainsi que Malte et Chypre. Ces pays avaient déjà dû faire de gros efforts au préalable afin de remplir les critères d'adhésion. Malgré tout, leur revenu moyen par habitant reste largement au-dessous de celui des quinze « anciens » membres de l'UE.

En acceptant la loi fédérale sur la coopération avec les États d'Europe de l'Est, le 26 novembre 2006, la majorité des citoyens suisses se sont prononcés en faveur d'une aide financière aux nouveaux États de l'UE. Ce que l'on a appelé le « milliard de la cohésion » était controversé. Il est étroitement lié aux accords bilatéraux qui ouvrent à la Suisse les portes du marché européen.

On dispose donc pour les cinq prochaines années d'un milliard de francs qui seront affectés à des projets ou programmes proposés par les pays partenaires eux-mêmes, mais réalisés et contrôlés en collaboration avec la Suisse. L'idée est d'apporter ainsi une contribution à la paix, à la stabilité et à la prospérité du continent européen. Les projets bénéficiaires sont choisis de telle sorte que ces apports suisses contribuent de manière visible au développement dans des domaines précis. De plus, les requérants doivent avoir un accès aussi simple et transparent que possible aux ressources financières d'un projet. La répartition de cet argent, entre les pays notamment, s'effectue en vertu d'un Mémorandum d'entente conclu avec Bruxelles.





Avec un salaire moyen qui se situe toujours au-dessous de 1000 francs par mois, le niveau de vie des Polonais reste faible. C'est pourquoi bon nombre d'entre eux vont travailler à l'étranger.

« Il est difficile d'évaluer combien de temps il faudra pour que nous atteignons la moyenne de l'UE. Cela ne dépend pas que de la Pologne, ni même uniquement de l'UE, car nous vivons dans un monde globalisé. Il y a quelques années, nous pensions que cela prendrait encore 30 ou 40 ans ; et maintenant nous approchons le niveau de la Grèce. L'Euro 2012 apportera de fortes impulsions. La croissance économique se situe actuellement à 6 ou 7 %, ce qui n'est pas négligeable. Il nous reste beaucoup de retard à rattraper. Mais cela va plus vite que je ne pensais. »
Cezary Gmyz, chef de la rubrique intérieure du journal « Rzeczpospolita »

Godula-Stuglik. « Cela m'est désagréable, mais je le fais pour mes patients. » Et pour l'avenir de sa clinique, car celle-ci devra satisfaire d'ici 2012 aux normes hospitalières en vigueur dans toute l'UE, sous peine de fermeture.

Plus de 90 pour cent des hôpitaux polonais sont confrontés à ce problème. Le manque de place se fait sentir partout : on met jusqu'à cinq lits dans une chambre de 20 mètres carrés et les sanitaires se trouvent souvent dans le corridor. L'UE s'est donné pour objectif de faire en sorte que le niveau de vie dans ses nouveaux États membres atteigne le plus vite possible celui de l'Europe occidentale. Malgré une croissance qui ne date pas d'hier, la Pologne a encore d'énormes investissements à faire – surtout dans le domaine des infrastructures. Outre le système de santé, c'est surtout la modernisation du secteur des transports qui va engloutir des milliards.

En prévision des championnats d'Europe de football de 2012, qui auront lieu en Pologne et en Ukraine, il s'agit de construire plus de mille kilomètres d'autoroutes et de routes, onze aéroports et un certain nombre de gares. La Pologne devient un vaste chantier. Par exemple, un ruban d'asphalte avance kilomètre après kilomètre entre Cracovie et Katowice ; et l'autoroute atteindra bientôt la station touristique de Zakopane – le « Saint-Moritz polonais » – dans les monts Tatras.

Faire renaître le thermalisme

Depuis le balcon d'une chambre de son motel, Cristina Toporkiewicz montre avec enthousiasme un bosquet proche qui va bientôt céder la place à la nouvelle jonction d'autoroute, assortie d'une station-service : « Depuis sept ans, nous sommes en plein essor. Actuellement déjà, beaucoup d'étrangers de passage s'arrêtent pour dormir dans notre motel. La nouvelle route nous amènera encore plus de clients. »

Les habitants de Rabka, petite ville située à 50 km au sud de Cracovie, sont nombreux à miser sur le tourisme. La région se caractérise par un micro-climat exceptionnel. L'air pur, un paysage intact et de nombreuses sources d'eau salée sont autant d'atouts favorables au développement d'un tourisme de santé florissant, observe Pavel Rapacz, ancien maire de Rabka. Mais cela suppose aussi un système efficace d'élimination des déchets ainsi que la construction de canalisations et de stations d'épuration. Or, la municipalité n'en a pas les moyens.

Rabka était autrefois connue dans toute la Pologne comme une excellente station de cure et de santé pour les enfants des régions industrielles insalubres. Cette clientèle s'est raréfiée et aujourd'hui, bien des places disponibles ne sont occupées que durant l'été. Cela ne suffit pas à rentabiliser des établissements maintenant gérés selon l'économie



Martin Roemers / laif

de marché. Plusieurs sanatoriums ont fermé leurs portes, beaucoup d'habitants ont quitté la région pour gagner leur vie dans les grandes villes ou à l'étranger.

Salaires en hausse

La Grande-Bretagne, l'Irlande et, depuis plus récemment, la Norvège et les Pays-Bas sont les destinations privilégiées des Polonais qui émigrent en quête de travail. Autrefois, on les utilisait comme main-d'œuvre bon marché dans l'agriculture et sur les chantiers, souvent de façon illégale. L'adhésion à l'UE a changé la donne. Aujourd'hui, plus de 2 millions de Polonais travaillent officiellement à l'étranger. On compte parmi eux beaucoup d'experts jeunes et bien formés, comme des médecins, des ingénieurs ou des informaticiens.

«J'ai beaucoup de peine à trouver des gens qualifiés», se plaint Andrzej Dubiel. Son entreprise de verrerie et de miroiterie est très prospère; elle est passée en dix ans d'un seul homme à 150 employés. Elle fabrique aussi bien des marchandises destinées aux supermarchés que des produits spéciaux sur commande. Le niveau des salaires, qui est encore très bas en Pologne, a certes profité à Andrzej Dubiel. En même temps, il lui cause des problèmes: «Une personne qualifiée gagne à l'étranger plusieurs fois ce que je peux lui payer.» Actuellement, le salaire moyen en Pologne se situe

au-dessous de 1000 francs par mois. Cependant, cela ne devrait pas tarder à changer.

Andrzej Napora exploite une petite menuiserie près de Rabka. Il y a deux ans, il payait ses ouvriers 4,50 francs l'heure; entre-temps, ce montant a presque doublé. Des agents de Poznan et de Wroclaw – où la croissance économique est la plus rapide – vont en Irlande et en Grande-Bretagne inciter leurs compatriotes à rentrer au pays. Pour réussir dans leur entreprise, ils devraient offrir aux émigrés des salaires compétitifs. En général, cela reste de la musique d'avenir.

Il existe d'autres moyens de combattre la pénurie de main-d'œuvre. L'entrepreneur et investisseur immobilier Stanislaw Wojdyla a jeté les bases de son empire en plaçant des Polonais sur des chantiers allemands. Actuellement, il occupe des ouvriers ukrainiens sur ses nouveaux projets de construction disséminés à travers tout le pays. «Les jeunes Polonais ne veulent plus travailler dans la construction. Le mieux serait donc d'adapter nos lois pour que nous puissions travailler directement avec des sous-traitants ukrainiens qui nous amèneraient les ouvriers en Pologne.» ■

(De l'allemand)

«En Pologne nous avons beaucoup de pauvreté cachée. Le taux de chômage reste élevé. Dans bien des régions, les gens ne vivent pratiquement que de l'argent envoyé par des parents émigrés et des indemnités de chômage. Les écoles publiques sont bonnes à Varsovie. Dans les campagnes, les enfants affrontent des situations nettement plus difficiles. Ils sont souvent obligés de faire des trajets aller et retour de 30 ou 40 km en bus jusqu'à l'école. Durant leurs congés, ils doivent participer aux travaux des champs. Ainsi, ils ont peu de chances de progresser. Ils ne font qu'hériter la pauvreté de leurs parents.»
Cezary Gmyz, chef de la rubrique intérieure du journal «Rzeczpospolita»

De nouveaux marchés s'ouvrent à l'Est

L'essor économique et les investissements dans les nouveaux pays de l'UE font beaucoup d'heureux. Les chefs d'entreprises suisses découvrent l'Europe de l'Est, non seulement comme un site de production, mais aussi en tant que marché plein d'avenir. On en attend de nouvelles impulsions pour la recherche scientifique.

« La Pologne manque de jeunes spécialistes qualifiés. Beaucoup n'arrivent pas à faire le saut de la science vers le secteur privé. C'est pourquoi la prochaine étape consistera à développer notre école doctorale en direction de la gestion, avec l'appui de conseillers du monde économique. »

Jolanta Janczak-Rusch, directrice de l'International PhD School Switzerland-Poland

« Nous espérons qu'une partie substantielle des fonds de cohésion de l'UE seront consacrés à la modernisation des transports publics. L'acquisition de rails et de matériel roulant est encore relativement onéreuse pour ces pays, même si les coûts ont bien diminué par rapport à ce qu'ils étaient autrefois. »

Vincenza Trivigno, groupe Stadler Rail

« Un partenariat actif avec l'Europe de l'Est ouvre de vraies possibilités pour une économie suisse forte. »

Urs Kaufmann, groupe Huber+Suhner, Herisau et Pfäffikon ZH



La Pologne a un important retard à rattraper notamment en matière de transports publics et d'efficacité énergétique, deux domaines dans lesquels les entreprises suisses sont très compétitives

(gn) Le FLIRT se met à l'heure polonaise. Il ne s'agit pas ici d'amours fugaces, mais de l'arrivée du groupe thurgovien Stadler Rail sur le marché de la « nouvelle Europe ». Le constructeur suisse de matériel ferroviaire livrera aux provinces de Silésie et de Mazovie quatorze rames motrices de son modèle à plancher surbaissé, nommé Flinker Leichter Innovativer Regional Triebzug (FLIRT – train régional rapide, léger et innovateur). Il a obtenu ce mandat en 2006 sur la base d'un appel d'offres international. Le contrat se monte à quelque 100 millions de francs, si l'on compte le service d'entretien durant trois ans et la formation du personnel. Les convois sont construits en Suisse, mais le montage final est effectué dans la ville polonaise de Siedlce. La filiale locale de Stadler Rail occupe une

cinquantaine de personnes et a investi 4 millions d'euros dans une première phase. Elle livrera chaque mois un véhicule, dont les pièces auront été fabriquées en Suisse.

Pour honorer des commandes ultérieures, la firme prévoit de transférer d'autres étapes de la production en Pologne ou en Hongrie. « Les nouveaux membres de l'UE ont un important retard à rattraper. Il y a pour nous d'intéressantes perspectives d'avenir dans des pays comme la Pologne, la Hongrie, la Tchéquie ou la Slovaquie », explique Vincenza Trivigno, secrétaire générale de Stadler Rail. Cette implantation dans les pays de l'Est revient à créer une troisième base : « Nos sites en Allemagne et en Suisse restent incontestés, il n'est pas question de délocaliser notre production. Mais nous es-

pérons que notre présence en Pologne nous vaudra d'autres commandes dans cette région du monde. Cela signifie aussi qu'une partie de la valeur ajoutée profitera à nos clients.»

Les avantages multiples de la contribution

Stadler Rail n'est pas un cas isolé. Nombreuses sont les entreprises suisses qui misent maintenant sur l'Europe centrale et orientale, beaucoup d'entre elles y établissent de nouveaux sites de production et des filiales. Outre des salaires encore bas par rapport à l'Europe de l'Ouest, ce mouvement est surtout motivé par les investissements qui affluent généreusement dans les nouveaux pays membres de l'UE et par l'essor économique qui en résulte.

C'est dans ce contexte qu'il faut voir les avantages que le «milliard de la cohésion» procurera à l'économie suisse. Les entreprises helvétiques ne seront pas favorisées a priori dans le cadre des projets financés par la contribution à l'élargissement : il appartient aux pays partenaires de proposer des projets et – après approbation de la Suisse – de lancer un appel d'offres international selon les règles de l'UE. Mais les entreprises et les organisations suisses ont tout de même un léger avantage. «Dans les domaines prévus – notamment la santé, l'élimination des déchets ou l'efficacité énergétique –, nos entreprises sont très compétitives», affirme Hugo Bruggmann, responsable au SECO de la contribution à l'élargissement. «Et puis, il ne faut pas oublier que notre apport correspond à 0,5 pour cent seulement de l'aide allouée par l'UE à ses nouveaux membres. On ne le répétera jamais assez, les entreprises suisses participent aujourd'hui de plein droit à tous les appels d'offres lancés dans le cadre de la politique européenne de cohésion.»

Complémentarité réciproque

Du côté de la recherche scientifique, on envisage d'encourager la coopération entre la Suisse et des universités d'Europe centrale et orientale. Les premières démarches sont entreprises actuellement par le Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche (Empa), en collaboration avec l'Université technique de Varsovie et l'Académie des sciences et de la technologie de Cracovie.

La Polonaise Jolanta Janczak-Rusch, spécialiste en science des matériaux, enseigne et fait de la recherche à l'Empa depuis des années. En 2005, elle a été chargée de mettre sur pied une école doctorale helvético-polonaise, appelée International PhD School Switzerland-Poland. «À l'Empa, nous sommes plutôt tournés vers la pratique, tandis que les hautes écoles polonaises sont très compétentes dans les domaines de la modélisation et la formation théorique», dit-elle pour résumer les avantages

de cette collaboration internationale et interdisciplinaire.

Dans le cadre d'un projet pilote financé à parts égales par l'État polonais et l'Empa, neuf doctorants polonais et un suisse travaillent à leurs thèses en science des matériaux. «Lors de la sélection des projets, nous avons veillé à ce que chaque haute école puisse faire valoir ses atouts», souligne M^{me} Janczak-Rusch. C'est ainsi que la doctorante Ewa



Ura utilise les appareillages de l'Empa pour déterminer la corrosion de matériaux développés et fabriqués en Pologne.

La phase actuelle du projet dure trois ans. Les étudiants passent une moitié de cette période en Suisse et l'autre en Pologne. Alors que les premiers doctorants sont sur le point d'achever leur thèse, Jolanta Janczak-Rusch et son équipe abordent une épreuve décisive : en Pologne, on souhaite faire appel dès que possible aux fonds de la contribution suisse à l'élargissement pour perpétuer et développer l'école doctorale. Il est prévu de lui intégrer d'autres hautes écoles – par exemple l'EPF Zurich et l'Université Jagellonne de Cracovie – et de renforcer l'aspect pratique de la formation. ■

(De l'allemand)

Aide ciblée et savoir-faire suisse

La contribution helvétique est modeste en comparaison du volume global des fonds qui seront investis dans la « nouvelle Europe » ces prochaines années. Il est d'autant plus important que la Suisse s'engage dans des domaines où elle peut apporter une contribution spécifique.



(gn) Pour être eurocompatibles, les nouveaux États membres ont été contraints principalement de mettre au pas leur économie. D'autres secteurs, comme celui de la santé publique, sont restés à la traîne; et le retard à rattraper est considérable. Les statistiques le montrent: la mortalité infantile est plus élevée et l'espérance de vie plus basse que le taux moyen relevé dans les quinze anciens États membres de l'UE. Beaucoup d'habitants des pays baltes contractent encore la tuberculose, par exemple. Les maladies cardiovasculaires, de même que le cancer du poumon et celui du sein sont également plus répandus dans les nouveaux pays membres que dans le reste de l'Europe.

C'est pourquoi la plupart de ces pays ont manifesté beaucoup d'intérêt pour l'offre faite par la Suisse d'apporter une aide ciblée dans le domaine médical. «La pression sur les budgets publics a provo-

qué des changements brutaux en Europe centrale et orientale. L'Estonie, par exemple, comptait autrefois 120 hôpitaux; il en reste actuellement une cinquantaine», observe Thomas Krajnik, membre de la délégation de la DDC qui élabore avec les pays partenaires les accords-cadres pour l'affectation de la contribution à l'élargissement. «Pour continuer d'assurer malgré tout la couverture sanitaire de tout le territoire, il faut mettre sur pied des organisations de soins à domicile et acheter des ambulances.»

À cela s'ajoute le fait que les équipements médicaux sont en grande partie archaïques et qu'il faudra beaucoup investir pour les adapter aux normes européennes. «Nous pourrions probablement soutenir toute une série de programmes dans le domaine de la santé», prévoit Thomas Krajnik. La Lituanie a été l'un des premiers pays à présenter à la

Suisse une proposition concrète, qui inclut un suivi médical des femmes enceintes et des mères avec enfants en bas âge.

Des programmes complets

Durant les années 90, la Suisse avait déjà apporté à la Lituanie comme à d'autres pays de l'Est une aide à la transition dans le domaine «mère et enfant».



Thomas Jenalisch / DDC

d'un savoir-faire potentiellement utile à nos partenaires.»

Exploiter des niches

Dans d'autres domaines, les programmes de l'UE sont en règle générale suffisamment financés pour qu'un engagement de la Suisse ne s'impose pas. C'est le cas de la construction routière, qui requiert



EK Pictures / lat

Les fonds versés par la Suisse profitent à des secteurs particuliers, comme la santé, la prévoyance sociale, la protection de l'environnement et des ressources naturelles ou encore la réduction des émissions polluantes

Le nouveau projet va permettre de poursuivre ces efforts, l'objectif étant de ramener la mortalité infantile et maternelle au niveau de la moyenne européenne.

Outre la fourniture d'appareils médicaux et d'ambulances, le programme prévoit la formation du personnel et la réalisation de projets de recherche conjoints avec la Suisse. «Ce programme comporte plusieurs composantes, il est complet et vise un objectif clairement défini», souligne Thomas Krajnik. «Les propositions de ce genre nous intéressent, car elles auront plus d'effets qu'une foule de petits projets sans rapport les uns avec les autres.»

Ce type de «valeur ajoutée» sera prise en compte dans d'autres secteurs également. La Suisse souhaite notamment encourager des partenariats de recherche de longue durée entre ses universités et celles des pays partenaires, et créer un fonds pour des bourses d'études.

Le développement régional est un autre secteur important dans lequel de l'argent suisse sera injecté de manière ciblée: «Selon le potentiel ou les besoins de leur région, des communes peuvent par exemple s'associer pour mener à bien des projets dans le domaine de l'éducation ou de la protection sociale», explique Hubert Eisele, chef suppléant de la coopération avec l'Est à la DDC. «On sait bien en Suisse que les regroupements de communes peuvent donner d'excellents résultats. En matière de développement régional, nous disposons

de gros investissements. Bruxelles consacre aussi des fonds considérables à la protection de l'environnement.

L'appui de la Suisse est cependant apprécié dans certaines spécialités, telles que l'efficacité énergétique, la réduction des émissions polluantes, l'élimination des déchets ou la protection des ressources. «Nous avons là aussi des choses à offrir, grâce à notre longue expérience et à nos prestations compétitives en termes de savoir et de technologie», fait observer Christian Kellerhals, chef suppléant du secteur Financement d'infrastructures au SECO.

Dans le cadre de son aide à la transition, la Suisse a ainsi soutenu la mise en place d'un système d'élimination des déchets hospitaliers en Hongrie ou l'assainissement du réseau d'électricité slovaque; en Pologne et en Lituanie, diverses centrales de production d'électricité et de chaleur ainsi que d'autres installations industrielles ont pu réduire leurs émissions polluantes.

Comme elle ne se lasse pas de l'expliquer à ses partenaires est-européens, la Suisse entend soutenir, par le biais de sa contribution à l'élargissement, des domaines dans lesquels elle a des atouts particuliers et où l'on pourra obtenir sans dépenses excessives des effets importants et bien visibles. ■

(De l'allemand)

Priorités suisses

La Suisse entend favoriser, dans les nouveaux pays membres de l'UE, des secteurs qui n'ont guère accès à d'autres ressources financières. Il s'agit concrètement de soutenir des programmes ou projets dans des domaines tels que la santé, la formation, la promotion du secteur privé, l'environnement ou les infrastructures. Les programmes centrés sur le développement régional ont également une bonne chance d'obtenir des fonds provenant du «milliard de la cohésion». Les projets à financer sont sélectionnés par les pays bénéficiaires, sur la base d'un accord-cadre passé avec la Suisse. Leur mise en œuvre, qui se fera en étroite collaboration avec les pays partenaires, démarre à la fin de l'année 2007.

Renseignements sur la contribution à l'élargissement:
www.erweiterungsbeitrag.admin.ch



The New York Times Redux / iaf

Gerrot Huber / iaf

Haïti, la mauvaise réputation

Indépendant depuis 1804, Haïti est présenté surtout comme une catastrophe économique et politique. Cet État, situé dans les Grandes Antilles, figure parmi les dix pays les plus pauvres du monde. Mais son potentiel, sur le plan culturel, reste inégalé dans la région. D'Arnaud Robert*.

Il existe un fameux guide de voyages français consacré à Saint-Domingue. Il vante les plages fines, le soleil et les bungalows en bord de mer. Sur un ou deux paragraphes, entre dix recettes de cocktails sous parasol, il mentionne l'existence d'un pays limitrophe, lové au bout d'une longue route. Une nation qui se languit dans cette marge occidentale, après un poste frontière moisi de corruption que le touriste indolent ne devrait franchir que s'il y est sévèrement préparé. Ce no man's land, qui végète à l'ombre du triomphe touristique de la République dominicaine, se nomme Haïti. Le guide le décrit comme un borbier de misère, de violence et de superstition. Un tableau qui ressemble

au fond à l'idée que chacun s'en fait. Un endroit où l'on ne se rend pas sans y être contraint.

Deux moitiés d'île, deux mondes

À Port-au-Prince, la capitale haïtienne, on raconte mille horreurs sur le pays d'en face, qui occupe les deux tiers de l'île d'Hispaniola. Celle des travailleurs haïtiens qui vont couper la canne à sucre en République dominicaine dans des conditions proches de l'esclavage. Celle d'une ville, Saint-Domingue, dont le seul héritage valorisé est celui du colonialisme : une statue de Christophe Colomb sur la place centrale, avec l'Indienne Pocahontas à ses pieds.

AU REVOIR TITID A BIENTOT



Depuis cette île coupée en deux, dont une partie est devenue une gigantesque piste d'atterrissage pour charters et l'autre un désastre sans cesse reconduit, on peut lire toute l'aventure caraïbe. «Haïti n'existe pas», écrivait en 2004 l'historien français Christophe Wargny dans un livre qui continue de faire débat parmi les élites haïtiennes. Un constat effarant et partial, hésitant entre le meurtre et le suicide collectif d'un pays qui ne parvient pas à s'arracher à la pauvreté. Le récit d'une catastrophe écologique, où la déforestation massive finit par éroder et faire disparaître les collines et les côtes. Le conte, enfin, d'une révolution permanente qui, de coup d'État en coup d'État, a laissé un peuple exsangue, hanté par des mystiques africaines et des évangélismes américains.

Première république noire de l'histoire

Haïti existe, pourtant. Malgré cela. Malgré les rapports de l'ONU et la perfusion permanente des organisations non gouvernementales qui ne peuvent que constater leur échec. Haïti existe depuis 1804. Il n'est pas un Haïtien qui ignore un seul chapitre de cette histoire. Le 1^{er} janvier 2004, une foule se massait dans le jardin présidentiel, où l'on célébrait le bicentenaire de l'indépendance. Jean-Bertrand Aristide, au pouvoir pour quelques semaines encore, y évoquait la naissance de la première république noire de tous les temps, la seule révolte d'esclaves qui ait abouti. Devant ce parterre de militants, il rassemblait les héros de la nation : Toussaint

Louverture, artisan de l'indépendance, mort en exil dans un fort français ; Jean-Jacques Dessalines, premier président, assassiné peu après son élection ; Boukman le Marron qui, dans une cérémonie vaudou mythique, avait lancé la guerre victorieuse contre Napoléon. Défilé des gloires patriotiques, dans un pays sur le point de vivre une énième destitution. Le 29 février 2004, Aristide était emmené par avion vers une destination inconnue. Le jour même, une foule énorme arrachait ses portraits dans les rues de Port-au-Prince.

Espoirs déçus

Deux siècles tragiques, au fond. Au fil du temps, Haïti est devenu le prototype romanesque de la république tiers-mondiste : dictateurs en pagaille, putsch militaires, gangs à la solde du pouvoir (les Tontons Macoutes des Duvalier, puis les Chimères d'Aristide). En 1986, alors que «Baby Doc» quittait l'île en vitesse, la gauche mondiale avait l'œil sur Aristide, ce prêtre fervent, salésien et populiste, qui en appelait au rééquilibrage des richesses. Les grosses fortunes haïtiennes, familles de propriétaires terriens dont les racines remontent à la traite négrière, se partagent depuis toujours l'argent du pays. Aristide les conspuait. Il parlait aux gens en créole. Il fut donc élu président. Vingt ans plus tard, la désillusion n'en est que plus dramatique. Aristide a échoué – pour des raisons qui tiennent autant à son incompétence qu'aux manipulations de Washington et de Paris. L'ONU est de retour.



Redux / laif



Dermot Tatlow / laif



Polars / laif

L'objet de tous les jours

La bougie

Elles sont d'un blanc laiteux, anonymes pour la plupart, d'importation asiatique, souvent. Mais en Haïti, les bougies ont la parole. La nuit, elles apparaissent ça et là. Elles sont à portée de main, chez soi. Dans la plupart des quartiers et dans la campagne, elles pallient l'absence presque totale d'électricité. Mais les bougies ont d'autres tâches. Il est des temples vaudou, des *houmforts*, partout dans le pays, où leur cire s'écoule. Les serveurs des esprits, *lwas* impavides, se promènent en blanc sur la terre, une bougie entre les paumes. Sur les autels, des dizaines d'entre elles déforment les bouteilles, les pièces, la nourriture, tout l'attirail du dévot. Et puis, plus loin, dans ce pays si catholique, les cierges font des processions au milieu des églises.

Et la transition démocratique de deux ans sera décrite comme un des pires moments de la chronique haïtienne. Kidnappings en masse, tueries, faillite économique.

En 2006, le retour à la présidence de René Préal, ancien partisan d'Aristide, ne soulève pas des vagues d'enthousiasme. Mais la vie se poursuit. L'insécurité baisse dans les villes. Et l'Haïtien moyen espère encore. Dès les premières minutes dans le pays, dès l'aéroport où un groupe de troubadours grillent sur le goudron, il est frappant de voir à quel point la réputation du pays est démentie par son premier souffle. On chante en créole *Haïti chérie*. Les tableaux d'art naïf, rarement achetés, font des fresques immenses sur les murs de la ville. Scènes villageoises, folklore insulaire. Une république caraïbe dont les plages vides pourraient sans difficulté devenir des lieux de pèlerinages estivaux. Des files d'enfants en uniforme qui se rendent à l'école. D'énormes bâtisses modernes qui s'agrippent aux montagnes, au milieu de forêts de masures. On se croirait ailleurs. On est en Haïti.

Le défi de la stabilité et de la démocratie

Le pays a généré de nombreux écrivains, peintres et musiciens. En ces temps de disette, tous trouvent à se caser dans les journaux, sur les murs des cités bruyantes, dans les cabarets qui s'obstinent à habiter la nuit malgré le danger réel ou murmuré. L'exode rural a transformé Port-au-Prince en une termitière aux excroissances obèses. Jadis fierté na-

tionale, l'agriculture ne parvient plus à nourrir une population de plus de 8,5 millions d'habitants. On importe du riz américain, qui coûte moins cher que le riz local. À l'époque de Napoléon, on appelait cette partie de l'île «la Perle des Antilles». Canne à sucre, café, fruits : on exportait en masse les produits de ce sol fertile. La rhumerie Barban-court est aujourd'hui l'un des derniers vestiges d'une industrie défaite.

Le défi qui se pose à Haïti est colossal. C'est d'abord celui de la stabilité politique. On estime à près d'un million les membres de la diaspora, établis surtout à Miami, New York ou Montréal. Ils attendent d'être rassurés pour investir chez eux. Le chantier, alors, pourra s'ouvrir. Celui de la réforme sociale, de l'éducation, de l'écologie, des domaines qui seront cruciaux dans la refondation du pays. Haïti existera vraiment quand il ne sera plus défini par cette incongruité d'une république qui ne parvient pas à installer durablement de processus démocratique. L'exception haïtienne alors retrouvera sa nature. Celle d'un morceau d'île qui demeure le pionnier de la pensée caraïbe et afro-américaine. ■

**Arnaud Robert est journaliste et réalisateur. Pour le quotidien «Le Temps», il a couvert la fin de la présidence de Jean-Bertrand Aristide. Il a effectué une dizaine de séjours en Haïti.*

La Suisse et Haïti

De l'adduction d'eau aux enfants des rues

(bf) La Suisse apporte une aide à Haïti depuis le milieu des années 80. En raison de la situation alarmante régnant dans le pays et des dégâts provoqués par deux catastrophes naturelles, la DDC a renforcé son engagement à partir de 2004. Elle a ouvert un bureau à Port-au-Prince en 2005 et lancé un programme humanitaire spécial en 2006. Cette année, le budget consacré à Haïti atteint 6,3 millions de francs (3,5 millions pour l'aide humanitaire et 2,8 millions pour la coopération bilatérale au développement).

La DDC déploie son **aide humanitaire** dans les trois secteurs suivants :

Sécurité alimentaire – La Suisse soutient surtout les activités du Programme alimentaire mondial (PAM). D'une part, elle lui alloue des contributions financières. D'autre part, le Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) met des experts à la disposition du PAM.

Sida – En sensibilisant les institutions et leurs collaborateurs, la DDC vise à intégrer le sida comme un thème transversal dans les programmes du PAM et des ONG partenaires. Elle cofinance par ailleurs des projets destinés aux personnes touchées par le

sida et aux groupes à risque (par exemple les enfants des rues).

Infrastructures – Divers projets contribuent à réhabiliter les infrastructures sociales et à améliorer ainsi le fonctionnement des institutions. On rénove par exemple des écoles, des homes pour enfants, mais aussi des dispensaires décentralisés de l'hôpital Albert Schweitzer. Ces projets ont pour principale caractéristique d'être conçus et réalisés en collaboration avec les acteurs locaux.

Pour ce qui est de la **coopération au développement**, la DDC a légèrement renforcé son appui dans deux secteurs depuis le retrait du président Aristide. Dans le domaine de l'approvisionnement en eau potable, la collaboration avec Helvetas a été intensifiée. On veille en particulier à ce que les principaux acteurs (population, secteur privé et autorités locales) participent au projet. La section Environnement a lancé un projet visant à promouvoir la biodiversité et à protéger les ressources naturelles. La DDC appuie par ailleurs les ONG suisses actives en Haïti. Elle suit de près l'évolution de la situation politique et examine actuellement des solutions pour renforcer son engagement dans ce pays.

Repères historiques

1791 Révolte des esclaves à Saint-Domingue, colonie française. Dix ans plus tard, Toussaint Louverture élabore une première Constitution. Ses ambitions séparatistes irritent Napoléon Bonaparte qui l'exile à Fort-de-Joux, dans le Jura.

1804 Haïti accède à l'indépendance. Les troupes françaises sont défaites à la bataille de Vertières menée par Jean-Jacques Dessalines, premier président du pays.

1826 La France reconnaît l'indépendance contre une indemnité de 150 millions de francs-or. Cet impôt à la liberté sera repris systématiquement comme argument de l'échec économique d'Haïti. Jusqu'à Jean-Bertrand Aristide qui, en 2004, exigeait de la France une réparation de plusieurs milliards de dollars.

1915-1934 Occupation américaine. Cette tragédie nationale explique sans doute pourquoi la population se montre aujourd'hui mitigée face à la présence massive des Casques bleus sur l'île.

1957 Élection de François Duvalier, dit «Papa Doc». Son fils Jean-Claude lui succède en 1971. Le duvaliérisme va durer 30 ans. Il se caractérise par la création de milices coercitives, les Tontons Macoutes, et le pillage généralisé du Trésor public.

1986 Chassé du pouvoir, «Baby Doc» s'exile en France. Après quelques années de transition, on voit émerger la figure de Jean-Bertrand Aristide. Ce prêtre charismatique est élu président en 1991, mais renversé sept mois plus tard par un coup militaire. Les États-Unis le réinstallent en 1994 pour terminer son mandat.

1995 René Préval, un proche d'Aristide, accède à la présidence. Pour préparer son retour au pouvoir, Aristide fonde en 1996 le parti Fanmi Lavalas.

2001 Aristide est à nouveau président. Ce second mandat inaugure une période de troubles politiques en Haïti. La société civile, les intellectuels et les étudiants manifestent régulièrement contre le gouvernement. Des rebelles liés à l'armée nationale, dissoute par Aristide, conquièrent les villes du nord et arrivent à Port-au-Prince.

2004 Aristide quitte le pays. Après un bref séjour en Centrafrique, il se réfugie en Afrique du Sud. L'ONU met en place une mission de stabilisation en Haïti (Minustah). La transition démocratique est vécue douloureusement par la population. La paix sociale est sans cesse minée par les kidnappings, les assassinats politiques et la violence des gangs.

2006 Nouveau mandat de René Préval.

Faits et chiffres

Nom

République d'Haïti. *Ayiti* signifie «terre montagneuse» en langue taïno.

Capitale

Port-au-Prince

Superficie

27 750 km²

Population

8,5 millions d'habitants (2003)

Densité

271 hab./km²

Langues officielles

Français et créole

Religions

Catholiques (80%), protestants (16%). La moitié de la population pratique également le vaudou.

Groupes ethniques

Noirs (95%), métis et Blancs (5%)

Monnaie

Gourde (env. 30 pour un franc suisse)

PNB par habitant

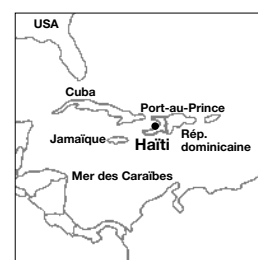
1500 dollars. Environ 80% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté.

Emploi

L'agriculture emploie les deux tiers de la population active. Le taux de chômage est estimé à 50%.

Exportations

Articles manufacturés, mangues, cacao, café, huiles essentielles



Brève chronique d'une veuve



Viergela Louisy est une veuve haïtienne de 59 ans, mère de sept enfants. Elle habite sur les hauteurs de la Montagne Noire, une banlieue de Port-au-Prince.

Avant de mourir, mon mari m'a construit une maison de quatre pièces à Montagne Noire, où la température est plus agréable que dans la partie inférieure de Port-au-Prince. Avec mes sept enfants, nous étions à l'étroit. Le soir, nous nous organisions pour dormir, serrés comme des sardines. Heureusement, il y avait une cour où les enfants pouvaient jouer le jour.

En Haïti, trouver du travail n'est pas chose facile. Après la mort de mon mari, j'ai dû accepter un emploi très mal payé de «femme de ménage». Quand on est femme de ménage, on a droit à un jour de congé le week-end pour aller visiter sa famille. Mais durant la semaine, on ne rentre pas chez soi. Debout dès 5 heures du matin pour préparer le petit-déjeuner, on travaille jusqu'au dîner. Il faut s'occuper de la cuisine, de la lessive, du nettoyage, et aller au marché au moins une fois par semaine. J'ai travaillé dur pour éduquer mes enfants. J'ai accepté ce poste chez une dame assez riche de Port-au-Prince, qui me versait 1000 gourdes par mois, soit moins de 30 dollars au taux actuel. Autant dire trois fois rien pour une mère qui doit nourrir, vêtir et éduquer sept enfants. J'ai connu de mauvais jours. Personne ne m'a aidée, sauf la Divine Providence.

J'ai travaillé chez cette dame pendant deux ans. Elle était très dure et attendait beaucoup de ses employés. Son fils, toxicomane, habitait aussi la maison. Un jour, sa fiancée est venue passer la nuit avec lui. À l'aube, quand je suis allée leur servir du café, j'ai découvert le corps inerte de la fille allongé sur le lit, une cravate autour du cou. Il l'avait étranglée. J'ai appelé la maman, qui a fait venir la poli-

ce. Ce jour-là, j'étais malheureusement la seule domestique présente. Les autres membres du personnel (deux femmes et deux gardiens) étaient en congé. Le jeune homme et moi avons été conduits au commissariat pour répondre à des questions. J'ai été relâchée le jour même, quand il a avoué le meurtre. J'étais traumatisée. Je n'avais jamais eu de contact avec la police et voilà que je me trouvais face à des enquêteurs pour un crime que je n'avais pas commis.

Trois mois plus tard, des cambrioleurs lourdement armés sont entrés dans la maison, le visage cagoulé. Ils ont ordonné à tout le monde de se coucher à plat ventre par terre. Ils nous ont ligotés, battus et ont réclamé une forte somme d'argent pour nous laisser la vie sauve. La dame a été obligée de leur signer un chèque. J'ai reçu plusieurs coups, j'ai dû suivre un traitement traditionnel, c'est-à-dire à base de feuilles (infusions, bains, massages, etc.). Traumatisée par le bruit et les coups de feu qui résonnaient encore dans ma tête, j'ai dû rester à la maison pendant une année et demie pour être soignée. Pendant cette période, des amis nous ont aidés occasionnellement. La dame se contrefichait de nous. Il nous était même interdit d'aller frapper à sa porte. Je m'efforçais de donner à mes enfants un repas par jour. Mais parfois, ils passaient la journée et la soirée sans rien manger.

En 2004, une fois complètement rétablie, j'ai accepté un autre emploi de femme de ménage. On me paie le double de ce que je gagnais avant, plus 100 gourdes pour les frais de transport. J'y suis encore. Je continue à remplir mes devoirs de mère. Deux de mes enfants sont mariés. Les cinq autres, majeurs, dépendent encore de moi parce qu'ils n'ont pas trouvé d'emploi après avoir achevé leurs études. En Haïti, on souffre quand on n'a pas de moyens économiques. Les enfants aussi.

J'espère trouver un soulagement avant ma mort. Je fais confiance à cette parole biblique : «Jette ton pain à la surface des eaux, car avec le temps, tu le retrouveras.» Donc, je continue à lutter ! Voilà la réalité de nombreuses familles haïtiennes. Certaines d'entre elles vivent sans grand espoir. ■





Tine Steinhauser

À l'unisson avec le monde

Nombre de citoyens, de politiciens, d'économistes et d'autres personnes sont séduits par la «voie solitaire» de la Suisse. Née en référence à l'orientation de la politique suisse face à l'Union européenne, cette expression est devenue un véritable slogan que certains affectionnent et d'autres pas.

Si la voie solitaire décrit bien l'option retenue par la Suisse pour s'intégrer au sein de l'Europe, elle ne convient pas pour évoquer sa participation à l'économie mondiale ni à la politique internationale qui nous concerne de plus en plus. Dans ces domaines, la Suisse n'agit pas seule, mais bien en adéquation avec le reste de la planète : elle est mondialisée, intégrée dans des réseaux, et elle affronte avec succès la concurrence internationale sur le plan économique.

Elle ne pourrait d'ailleurs pas faire autrement, car c'est à travers ce tissu de liens économiques internationaux qu'elle peut défendre ses intérêts et garantir à long terme le bien-être de notre société. Mais plusieurs questions se posent. Faisons-nous cavalier seul ou réglons-nous notre pas sur le reste du monde lorsque nous considérons la solidarité internationale avec les pauvres et les personnes défavorisées ? Notre participation à la construction de l'humanité future correspond-elle à ce que nos partenaires attendent de nous ou à ce que s'imaginent nombre de nos concitoyens ? Assumons-nous une part équitable des charges qui permettent de fournir l'aide indispensable à de larges portions de la population mondiale ? Existe-t-il une juste proportion entre ce que nous recevons et ce que nous redonnons ? Les générations à venir comprendront-elles un jour que nous consacrons aujourd'hui quatre fois plus d'argent à l'aide sociale dans notre pays qu'à la coopération interna-

le, alors que nous générons la moitié de notre revenu national à l'étranger ? Sommes-nous en mesure de répondre sans équivoque à ces questions ?

La Suisse, pays riche aux yeux du monde entier, est une maison de verre. On nous observe, on nous envie, on nous soupçonne. On nous juge prospères, novateurs, sûrs et fiables. On nous respecte, mais les jugements se font de plus en plus sévères. Beaucoup tendent à penser que la Suisse pourrait en faire davantage et partager un peu sa réussite. Il est bon de se sentir utile. Mais il est désolant de devoir détourner les yeux en ayant conscience de ce que nous pourrions faire avec un peu plus de solidarité, en sachant que nous consacrons davantage d'énergie à repousser des choses qu'à participer à la recherche de solutions.

Devons-nous réinventer la solidarité ? Aurions-nous la force et la volonté de le faire en solitaires, nous qui sommes une nation née de la volonté collective ? Je pense que nous avons tout intérêt à être ouverts sur le monde. Cela exige certes une bonne dose de solidarité, ne serait-ce que pour assumer et résoudre des problèmes difficiles. Mais nous disposons du savoir, du savoir-faire et des ressources nécessaires. Et il s'agit là d'un investissement rentable pour l'avenir de notre pays et du monde entier. ■

(De l'allemand)

Un vivier de compétences à



Mélanie Dreyse / l'af

Les anciens de l'EIER font carrière

S'ils sont titulaires d'un diplôme obtenu dans le cadre de la collaboration EIER-EPFL, les ingénieurs et techniciens africains ne rencontrent aucun problème d'embauche. Ils sont immédiatement recrutés par l'un des nombreux organismes, publics ou privés, qui s'occupent d'eau et d'environnement. À travers toute l'Afrique francophone, des anciens de l'EIER occupent des postes de cadres dans des ministères, des municipalités, des bureaux d'ingénieurs, des sociétés d'aménagement ou des institutions internationales. Ainsi, le Sénégalais Ousseynou Diop est coordinateur régional du programme « eau et assainissement » de la Banque mondiale en Afrique. Le Mauritanien Guéladio Cissé dirige le Centre suisse de recherche scientifique à Abidjan et Alassane Baba-Moussa la Société nationale des eaux du Bénin. Le Sénégalais Cheikh Touré est directeur d'un cabinet d'études international sur l'eau, les déchets et l'environnement, basé à Dakar.

L'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) collabore depuis 1980 avec une école d'ingénieurs basée au Burkina Faso. Près de 450 spécialistes en génie sanitaire et en gestion de l'eau ont été formés grâce à ce partenariat financé par la DDC. Ils contribuent aujourd'hui en particulier à améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en Afrique de l'Ouest.

(jls) En adoptant les Objectifs du Millénaire pour le développement, la communauté internationale s'est engagée à réduire de moitié d'ici 2015 la proportion de personnes privées d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. En Afrique subsaharienne, ces buts ne seront pas atteints si la progression se poursuit au rythme actuel. Environ 44 pour cent des ménages n'ont toujours pas la possibilité de s'approvisionner en eau salubre à moins d'un kilomètre de leur domicile. Les femmes doivent souvent parcourir de longues distances à pied jusqu'au prochain puits. En matière d'assainissement, la situation est encore plus préoccupante : 63 pour cent des habitants vivent dans des maisons dépourvues d'installations sanitaires de base. Ils sont donc contraints de faire leurs besoins dans des latrines à ciel ouvert, des seaux ou simplement dans la nature. Ces pratiques favorisent la propagation des maladies diarrhéiques, transmises par les excréments humains.

Un partenariat presque trentenaire

Pour élargir sa couverture en services d'eau et d'as-

sainissement, l'Afrique a besoin non seulement de ressources financières, mais également de professionnels capables de concevoir, construire et gérer les infrastructures nécessaires. En Afrique de l'Ouest, les meilleurs spécialistes sont issus de deux écoles régionales basées à Ouagadougou : l'École inter-États d'ingénieurs de l'équipement rural (EIER) et l'École des techniciens supérieurs de l'hydraulique et de l'équipement rural (ETSHER). Créées par quatorze États francophones au lendemain des indépendances, elles ont par la suite constitué une structure conjointe.

Depuis 1980, l'EPFL collabore avec l'EIER pour dispenser des formations post-universitaires dans les domaines de l'eau, de l'environnement et du développement. Ce partenariat, financé par la DDC, vise à améliorer la qualité de l'enseignement de l'EIER et à soutenir la recherche sur des problèmes concrets qui affectent l'Afrique.

Des enseignants de l'EPFL animent des séminaires, assistent aux examens et encadrent les travaux de recherche. Les meilleurs étudiants de l'EIER peuvent suivre des formations postgrades à Lausanne.

Ouagadougou



Thomas Grabka / laif

Les diplômés sont reconnus par les deux institutions. À ce jour, la collaboration a permis de former notamment 237 spécialistes en gestion de l'eau et hydraulique agricole, et 209 en génie sanitaire et environnement. Par ailleurs, dix chercheurs ont soutenu une thèse de doctorat à l'EPFL sur la base de travaux effectués à Ouagadougou.

Stations d'épuration à l'abandon

L'un d'eux est Koné Doulaye, de nationalité ivoirienne. Sa thèse, soutenue en 2002, portait sur l'épuration des eaux usées par lagunage, une technique faisant intervenir l'énergie solaire pour amorcer un processus de dégradation biologique. «C'est un système naturel et bon marché, idéal pour nos pays. Il en existe d'autres. Le problème en Afrique, c'est que de nombreuses stations d'épuration ne fonctionnent plus. Au départ, les agences de coopération investissent beaucoup d'argent dans la construction d'infrastructures. Puis celles-ci tombent en panne, faute de personnel qualifié pour les entretenir. Souvent, les donateurs sont prêts à envoyer des experts du Nord pour résoudre les problèmes. Mais ce n'est pas la bonne solution. Il est préférable de former des ingénieurs et des techniciens sur place.»

C'est dans cet esprit que la DDC finance la collaboration EPFL-EIER: «Nous avons choisi d'investir dans les ressources humaines. Ce partenariat, très orienté vers la pratique, contribue à développer les capacités locales», relève Pascal Fellay, chargé de programme.

Thème oublié

La DDC exerce une influence sur le contenu du partenariat pour s'assurer que les formations dispensées répondent aux grands enjeux du développement. Elle tient, par exemple, à ce que les futurs ingénieurs puissent aider leurs pays à atteindre les Objectifs du Millénaire. «Sur le plan de l'accès à l'eau, l'Afrique a fait quelques progrès, car c'est un secteur auquel les milieux politiques accordent beaucoup d'attention. Mais elle est très en retard en ce qui concerne l'assainissement, qui suscite nettement moins d'intérêt. Il importe donc de mettre l'accent sur cette problématique», remarque François Münger, conseiller pour les questions de l'eau à la DDC.

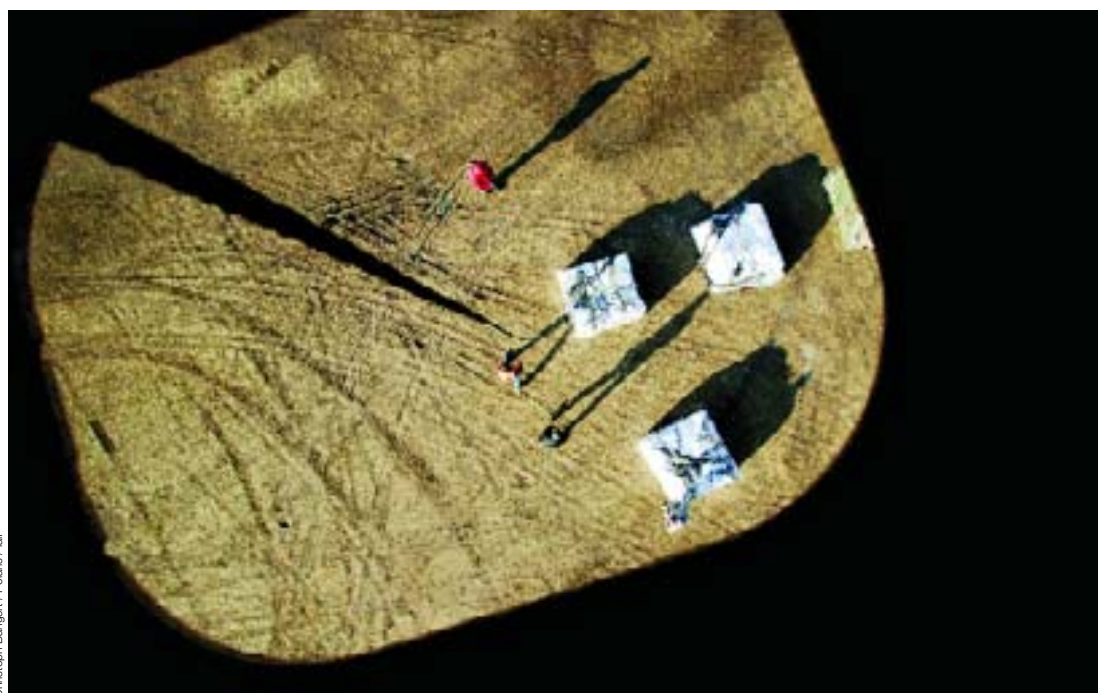
L'EIER travaille en particulier sur le traitement des boues provenant des fosses septiques et des latrines. Actuellement, celles-ci sont simplement déversées dans les rivières, les caniveaux ou sur des terrains vagues. «Il est urgent de développer des technologies de recyclage à prix abordable», souligne Koné Doulaye. «Malheureusement, très peu de scientifiques s'intéressent aux boues de vidange. Ce thème leur inspire une certaine répugnance, alors qu'il est d'une importance cruciale pour la protection de la santé publique.» ■

L'Afrique forme sa propre élite

Le groupe EIER-ETSHER, à Ouagadougou, s'est restructuré en 2006. La fusion des deux entités a donné naissance à l'Institut international de l'ingénierie de l'eau et de l'environnement (2IE). Celui-ci est devenu un pôle d'excellence de l'Institut africain des sciences et de la technologie (IAST), créé la même année par l'Institution Nelson Mandela pour la promotion du savoir et la progression des sciences et de la technologie en Afrique subsaharienne. L'IAST entend assurer la formation, en Afrique et par des Africains, d'entrepreneurs, de dirigeants, de scientifiques capables d'insuffler un nouveau dynamisme économique au continent et d'améliorer les conditions de vie des populations. Il comptera quatre campus d'enseignement supérieur, reliés à des pôles d'excellence, plus petits mais très spécialisés. Le premier campus s'ouvrira en 2008 à Abuja, au Nigeria.

Le chaînon manquant de l'action humanitaire

Les catastrophes et les crises actuelles, toujours plus complexes, requièrent une approche multidisciplinaire. Le Forum humanitaire mondial, créé en juin dernier à Genève sur l'initiative de la Suisse, entend réunir des acteurs de différents horizons pour affronter ces nouveaux défis. Il est présidé par l'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan.



Christoph Bangert / Polaris / lat

Personnalités éminentes

Le Conseil de fondation, organe de gouvernance, sera chargé de définir l'orientation stratégique du Forum humanitaire mondial et de mettre en œuvre son plan d'action. Il se compose d'une vingtaine de personnalités de renommée mondiale. On compte parmi elles l'ancien directeur général du FMI Michel Camdessus, l'ex-Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme Mary Robinson, le prix Nobel d'économie Amartya Sen, le théologien catholique Hans Küng, le secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires humanitaires Jan Egeland, l'ancien président de la Banque mondiale James Wolfensohn et le prix Nobel de la paix Muhammad Yunus.

(Jls) Genève, la « capitale de l'humanitaire », abrite de nombreux organismes spécialisés dans les multiples aspects de l'aide aux victimes de crises ou de catastrophes. Mais il lui manquait une structure où ces intervenants puissent partager leurs expériences et rencontrer les représentants d'autres milieux, qui ont eux aussi un rôle à jouer dans le domaine humanitaire : le secteur privé, les gouvernements, les forces armées, les universités, les *think tanks*, la société civile et les médias. Le Conseil fédéral a donc décidé de soutenir la création du Forum humanitaire mondial. Cette plate-forme de dialogue doit créer des liens entre les différents groupes et disciplines. L'addition de leurs expertises est nécessaire pour améliorer la réponse internationale aux nouveaux enjeux humanitaires.

Réduire les risques

Les crises actuelles, qu'elles soient d'origine humaine ou naturelle, se caractérisent par leur ampleur et leur complexité. « De plus en plus souvent, elles sont étroitement liées au contexte politique, social, économique et environnemental. On ne

peut les aborder sous l'angle strictement humanitaire », explique Meinrad Studer, directeur du forum et ancien cadre de la DDC. L'approche multidisciplinaire s'impose tout particulièrement en matière de prévention, un aspect qui constituera l'une des priorités de la nouvelle institution. « Le secteur humanitaire ne peut se contenter de réagir aux catastrophes. Il doit aussi avoir un regard prospectif et investir dans la réduction des risques. » Le forum n'aura pas d'activités opérationnelles sur le terrain, mais il compte développer des approches innovantes, promouvoir des partenariats public-privé et rallier de nouveaux acteurs à la cause humanitaire.

À la demande de la Suisse, Kofi Annan a accepté de présider le Conseil de fondation. À partir de 2008, celui-ci convoquera chaque année une réunion à haut niveau, qui sera préparée par des experts dans le cadre d'ateliers thématiques. ■

Réorganisation de la coopération avec l'Est

(jtm) Dès fin 2007, la coopération suisse avec les pays de l'Est accordera une attention particulière à l'Europe centrale et à la Baltique. Cette réorientation s'explique par la mise en œuvre de la contribution suisse à la réduction des disparités économiques et sociales au sein de l'Union européenne (UE) élargie. À ce titre, des projets représentant au total 1 milliard de francs seront réalisés au cours de la décennie à venir dans les dix États qui ont adhéré à l'UE en 2004. Les nombreuses activités liées à la contribution suisse seront assurées par la section Nouveaux États membres de l'UE, qui compte dix collaborateurs. Basée à la centrale de la DDC, cette nouvelle section s'occupe des procédures d'appro-

bation des projets, suit leur réalisation et entretient les contacts avec les autorités des pays partenaires. La mise en œuvre de la contribution à l'élargissement sera également suivie par des experts suisses présents sur place. À cet effet, des bureaux seront ouverts début 2008 dans les ambassades de Suisse à Varsovie, Budapest, Prague et Riga.

Départs et nominations

(ahj) Serge Chappatte, vice-directeur de la DDC et chef du domaine Politique de développement et Coopération multilatérale depuis 2001, prendra sa retraite à la fin de l'année. Après avoir étudié l'économie à Neuchâtel, ce Jurassien a travaillé jusqu'en 1972 à la Fédération internationale des ouvriers de la métallurgie, d'abord à Londres, puis à Francfort et à Genève. Il

est ensuite entré au service de la DDC, où il a été chargé de programme au sein de la section Asie et coordinateur à Islamabad ainsi qu'à New Delhi. En 1984, il a pris la direction de la section Asie I, puis, en 1992, celle de la division Afrique et Amérique latine. En 1997, il est devenu chef suppléant de la coopération bilatérale au développement. C'est le Tessinois Jörg Frieden qui lui succédera début 2008. Il était coordinateur de la DDC à Katmandou jusqu'à fin juillet 2007 et reste au Népal jusqu'à la fin de cette année pour conseiller la mission de l'ONU chargée d'appuyer le processus de paix. Également économiste de formation, Jörg Frieden a débuté sa carrière à la DDC en 1986 en tant que collaborateur scientifique, puis il a occupé divers postes importants à Berne, au

Mozambique et auprès de la Banque mondiale. Avant de partir au Népal pour la DDC, il a été pendant quatre ans et demi vice-directeur de l'ancien Office fédéral des réfugiés.

Un changement est également prévu dans le domaine Coopération bilatérale au développement: Adrian Schläpfer, vice-directeur de la DDC et chef de ce domaine depuis 2003, part fin 2008 pour Dar es-Salaam, où il occupera les fonctions d'ambassadeur de Suisse en Tanzanie et de coordinateur de la coopération au développement. Sa succession était encore ouverte à l'heure où nous bouclions ce numéro.

Enfin, Marco Rossi, chef du bureau de coopération de la DDC à La Paz, en Bolivie, a également été nommé ambassadeur par le Conseil fédéral.

Au fait, qu'est-ce que la responsabilité sociale des entreprises?

(bf) La responsabilité sociale des entreprises (RSE) se réfère à la conscience qu'a une entreprise de l'impact de ses activités sur la société, ses collaborateurs, l'environnement et le contexte économique. L'expression désigne en général une philosophie d'entreprise qui privilégie la transparence, l'éthique et le respect de toutes les parties prenantes. Le concept de RSE met davantage l'accent sur les dimensions écologiques et sociales que sur l'aspect économique. Il est souvent assimilé à l'application des principes du développement durable au sein de l'entreprise (c'est-à-dire une gestion qui accorde le même poids aux facteurs économiques, écologiques et sociaux). Dans les milieux de la coopération au développement, on parle surtout de RSE en relation avec le Pacte mondial. Lancée par l'ONU, cette initiative vise à infléchir les stratégies et la manière d'agir du secteur privé, en particulier des grandes entreprises multinationales. Son but est de promouvoir un mode de gestion responsable dans le domaine des droits humains, des conditions de travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption. Jusqu'ici, quelque 2900 entreprises, réparties sur toute la planète, ont signé le Pacte mondial. Pour sa part, la DDC s'attache à soutenir les efforts de responsabilisation des entreprises, lorsque celles-ci opèrent dans son champ d'activité. Parallèlement, elle s'efforce d'influer sur le contexte politique qui favorise les activités de RSE. Il s'agit d'amener les entreprises ayant mis en œuvre des principes de RSE (comme ceux du Pacte mondial ou les directives de l'OCDE en la matière) à privilégier des partenaires conscients de leurs res-

pensabilités, afin que des normes relativement élevées exercent une pression pour l'amélioration des conditions sociales. Ce faisant, les firmes ne font pas qu'assurer à leurs collaborateurs une protection qui dépasse celle offerte par la législation. Elles exercent également une pression sur d'autres entreprises pour qu'elles adoptent volontairement les mêmes normes.



Un dialogue imparfait qui a le mérite d'exister

Une part croissante de l'aide internationale est investie directement dans les budgets des pays en développement. L'appui budgétaire donne aux États les moyens d'assumer leurs tâches essentielles et de lutter contre la pauvreté. Un débat critique porte sur les forces et les faiblesses de cet instrument relativement récent de la coopération. De Jane-Lise Schneeberger.

Bilan globalement positif

Un groupe de 24 pays donateurs et 7 pays en développement (Burkina Faso, Malawi, Mozambique, Nicaragua, Rwanda, Ouganda et Viêt-nam) ont commandé une évaluation de l'aide budgétaire générale (ABG). Cette étude a été réalisée par l'Université de Birmingham sous l'égide de l'OCDE. Ses conclusions, publiées en 2006, sont globalement positives. L'ABG n'est pas la panacée qui résoudra tous les problèmes du développement. Mais elle peut améliorer l'efficacité des dépenses publiques, y compris de l'aide. Elle soutient les stratégies nationales de réduction de la pauvreté et incite les gouvernements partenaires à augmenter les dépenses consacrées au secteur social. Il est très difficile de prouver que les fonds de la coopération ont un impact particulier sur la réduction de la pauvreté, étant donné qu'ils se mêlent aux autres ressources dans le budget. «Évaluation d'appui budgétaire général» : www.oecd.org/data-oecd/25/44/37426658.pdf



Paul Ham / laif

Les relations entre bailleurs de fonds et pays récipiendaires ont beaucoup changé au cours de la décennie écoulée. De nouvelles approches ont été définies dans le souci d'améliorer l'efficacité de l'aide. Il n'est plus question que les politiques de développement soient dictées de l'extérieur. Les pays pauvres doivent fixer leurs propres priorités et «s'installer sur le siège du conducteur». L'aide budgétaire, introduite dans la seconde moitié des années 90, favorise cette «appropriation» nationale des processus de développement. Elle consiste à injecter des fonds soit dans le budget glo-

bal du pays (aide budgétaire générale - ABG), soit dans celui des ministères chargés d'un secteur particulier, comme la santé ou l'éducation (aide budgétaire sectorielle). En contrepartie, les donateurs exigent une gestion financière transparente. Le pays partenaire s'engage également à axer son budget sur la mise en œuvre d'un Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) élaboré avec la participation de la société civile et du parlement. Les donateurs se coordonnent pour harmoniser leurs procédures et parler d'une seule voix. Ils établissent un dialogue politique permanent avec les

autorités locales. Dans ce cadre, les partenaires négocient un catalogue de réformes, définissent les résultats à atteindre chaque année et mesurent les progrès accomplis.

Des risques calculés

Le soutien budgétaire constitue une part croissante de l'aide internationale. Parallèlement, ses avantages et ses inconvénients sont âprement discutés dans les milieux du développement. Selon Ivo Germann, chef adjoint du secteur Soutien macro-économique au Secrétariat d'État à l'économie (SECO), il est encore trop tôt pour prouver statistiquement que l'ABG a un impact direct sur la réduction de la pauvreté. Mais le SECO, qui utilise cet outil depuis 1996, a constaté de nombreux effets positifs.

lisé à d'autres fins que la réduction de la pauvreté, par exemple pour l'achat d'armements. Une récente étude de l'OCDE s'est penchée notamment sur cette question (voir texte en marge page 26). L'ABG, ont conclu les experts, n'est pas plus vulnérable à la corruption que d'autres formes d'aide. «Il semble même se confirmer que dans les pays où un dialogue politique intensif s'est engagé sur la gestion des ressources publiques, les dépenses non productives, telles les dépenses militaires, sont généralement plus faibles et ont tendance à baisser», relève Ivo Germann.

L'axe donateurs-gouvernement

Beaucoup d'organisations non gouvernementales (ONG), en Suisse et à l'étranger, se montrent toutefois sceptiques à l'égard de l'aide budgétaire.



Caroline Pien / Panos / Stratos

La Suisse accorde une aide budgétaire aussi bien générale que sectorielle. Ces apports sont destinés à un nombre limité de secteurs et de pays, dont font partie le Bénin, le Kirghizistan et le Nicaragua (page suivante).

Ainsi, l'ABG améliore l'efficacité de l'aide, elle stabilise les conditions macroéconomiques du pays bénéficiaire et renforce la gestion de ses finances publiques. «Notre expérience a montré que cela vaut la peine de prendre certains risques», affirme M. Germann.

Une des critiques récurrentes adressées à l'aide budgétaire concerne les risques dits fiduciaires : étant donné l'impossibilité de suivre le cheminement précis des francs suisses ou des euros versés au budget, l'argent du contribuable pourrait être détourné par des fonctionnaires corrompus ou uti-

«Nous n'avons rien contre l'appropriation nationale ni contre la coordination des donateurs. Tout cela est parfait en théorie. Malheureusement, des problèmes majeurs se posent dans la pratique», constate Peter Niggli, directeur d'Alliance Sud. En réalité, l'appropriation n'est que partielle. À ce jour, aucun CSLP n'a été élaboré de manière réellement participative. «Les gouvernements consultent très peu, voire pas du tout, la société civile et le parlement. D'autre part, ils rendent des comptes exclusivement aux donateurs, et non à leur population. Ce système affaiblit les acteurs nationaux.»

Triés sur le volet

La Suisse alloue une ABG à six pays pauvres : Mozambique, Tanzanie, Burkina Faso, Ghana, Nicaragua et Bénin. Dans cinq d'entre eux, elle a été chef de file du groupe des donateurs. L'octroi de l'ABG est en principe de la compétence du SECO. Celui-ci applique des critères de sélection relativement sévères : pour obtenir une aide, les pays doivent notamment afficher une volonté évidente de lutter contre la pauvreté, présenter un budget transparent et avoir entrepris au cours des dernières années d'importants programmes de réformes macroéconomiques et structurelles. Le SECO s'engage habituellement pour une période de trois ans. Son aide, versée par tranches, porte sur des montants allant de 6,5 à 9 millions de francs par an. La DDC, de son côté, privilégie l'aide budgétaire sectorielle. Elle soutient des réformes gouvernementales dans le secteur de la santé au Mozambique, en Tanzanie et au Kirghizistan, et appuie le développement du secteur rural au Nicaragua.



La Figaro Magazine / lat

Hausses en vue

En une décennie, l'appui budgétaire a gagné du terrain au détriment des autres modalités de la coopération. Chaque année, environ 5 milliards de dollars sont alloués sous cette forme. Cela ne représente encore que 5% du total de l'aide publique au développement. Mais la hausse devrait se poursuivre. La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, adoptée en 2005, a fixé aux bailleurs un objectif ambitieux : 66% des apports d'aide seront fournis dans le cadre d'approches budgétaires d'ici 2010. La Banque mondiale, la Grande-Bretagne, la Commission européenne, la Norvège et la Suède misent ouvertement sur cet outil. D'autres donateurs, comme les États-Unis et le Japon, se montrent plus méfiants envers le soutien direct aux gouvernements. En Suisse, la part de l'ABG se maintient autour de 3% depuis plusieurs années. Si l'on y ajoute les programmes sectoriels, l'appui budgétaire total représente 5% du portefeuille de la coopération suisse.

Le risque existe que le gouvernement se focalise sur son dialogue politique avec les bailleurs, surtout lorsque ceux-ci financent une part importante de son budget, reconnaît Ivo Germann. «Le mécanisme de suivi est nécessaire. Cependant, les donateurs doivent veiller à ce qu'il ne nuise pas au fonctionnement démocratique.» Dans les pays où elle intervient, la Suisse milite pour que les ONG, le parlement et le secteur privé participent aux discussions. «Ce n'est pas un réflexe automatique pour ces gouvernements d'ouvrir un débat public sur l'utilisation des ressources nationales. La plupart n'avaient jamais procédé ainsi auparavant», précise M. Germann. «Un des avantages de l'aide budgétaire, c'est qu'elle a créé de nouvelles possibilités de dialogue. Tous les problèmes peuvent être posés sur la table.»

Seul face au cartel

La coordination de l'aide a contribué à simplifier les procédures. Elle a cependant aussi son revers, relèvent les œuvres d'entraide. Ensemble, les bailleurs ont un poids considérable et peuvent exercer un large contrôle sur le pays partenaire. «Le gouvernement local se trouve en face d'un véritable cartel de donateurs, ce qui lui laisse une marge de manœuvre extrêmement mince. S'il fait quelque chose qui ne leur plaît pas, il risque de voir s'envoler une partie importante de son budget», explique Peter Niggli. Par contrat, les agences de coopération se réservent en effet le droit de suspendre ou de réduire immédiatement leurs versements, par exemple si le gouvernement viole des principes fondamentaux, comme le respect des droits de l'homme ou l'organisation d'élections libres. En revanche, une mauvaise performance ne peut être sanctionnée par le blocage des versements déjà inscrits au budget.

«Le financement budgétaire est axé sur les résultats, mais il doit être prévisible pour le gouvernement partenaire. Si certains objectifs n'ont pas été atteints, les montants ne peuvent être revus à la baisse qu'à partir de l'exercice suivant», remarque Jürg Benz, qui a présidé le groupe des donateurs au Nicaragua en 2005 et 2006, en tant que chef du bureau de la coopération suisse.

Les projets de développement ne sont pas condamnés

La tendance à concentrer les ressources sur l'État suscite également des inquiétudes. Actuellement, les pays donateurs réalisent encore d'innombrables projets en partenariat avec des ONG du Sud. Ces dernières craignent d'être marginalisées si un jour toute l'aide devait transiter par le budget national. Elles ne seraient plus que les exécutantes des stratégies gouvernementales. «Une aberration ! La société civile ne peut pas jouer son rôle de contre-pouvoir tout en étant financée par l'État», commente Peter Niggli. «C'est pourquoi nous demandons que les agences officielles de coopération continuent d'accorder un soutien direct aux acteurs non gouvernementaux.»

La coopération suisse n'envisage pas d'augmenter sensiblement les montants consacrés à l'ABG et encore moins de renoncer à l'approche traditionnelle par projet. Elle estime au contraire que les différentes modalités de l'aide sont complémentaires. Il s'agit de les engager simultanément et d'en exploiter les synergies. Ainsi, les donateurs ont besoin de bien connaître la réalité sur le terrain pour alimenter le dialogue politique au niveau national. C'est dans le cadre de projets qu'ils peuvent récolter les données nécessaires. ■

Des petits Vietnamiens gâtés

Il y a une quinzaine d'années, la télévision vietnamienne a diffusé la série japonaise *Oshin*, du nom d'une servante devenue patronne d'une chaîne d'hypermarchés. Par admiration pour cette femme dont le dévouement et la volonté étaient exemplaires, les Vietnamiennes ont alors donné à leurs aides ménagères le nom d'Oshin.

La plupart des domestiques viennent de la campagne. Une fois en ville, elles sont logées chez leur employeur. Le plus souvent, elles dorment dans un lit placé près du coin cuisine. Il faut dire que les exigences des «maîtresses» sont nombreuses: elles veulent des Oshin tout à la fois travailleuses, parfaitement formées, bonnes cuisinières, raisonnables, honnêtes, peu bavardes, attachées aux enfants, respectueuses des personnes âgées, mangeant peu, dormant encore moins, ne fréquentant pas les voisins, ne regardant jamais la télévision et ne demandant pratiquement jamais de congé... Des qualités dont même la meilleure des épouses est dépourvue. Résultat: lorsqu'une Oshin correspond à quelques-uns de ces critères, elle fait l'objet de toutes les attentions de la part de ses employeurs et elle tient en main la destinée de toute la famille. D'autant plus si cette dernière compte des personnes âgées, des

malades ou des enfants. Surtout des enfants.

Les mères adorent cajoler leur progéniture les tout premiers jours, mais dès que quelqu'un prend le bébé dans ses bras et s'en occupe, elles sont prêtes à s'en décharger. L'enfant et l'Oshin deviennent alors inséparables. Le premier apprend à parler avec l'accent de la seconde, il adopte ses distractions, notamment en matière de télévision.

Les pauvres recourent à toutes sortes de recettes qui ne coûtent rien; quand leur situation économique s'améliore, ils se hâtent de les abandonner. Paradoxalement, les familles riches éprouvent un regain d'intérêt pour ces pratiques traditionnelles. En été, il faut par exemple donner au bébé un bain au thé vert ou à la courge amère: c'est une excellente prévention contre les boutons de chaleur. En hiver, rien ne vaut les fèves grillées pour dégager les bronches. Après le bain de bébé, on déposera un sachet de ciboule salée sur son nombril. Quant à la maman, une couche de curcuma jaune badigeonnée sur tout le corps remplacera les bains et douches pendant tout un mois... On peut faire confiance à l'Oshin: aucune recette de bonne femme n'a de secret pour elle. En revanche,

elle-même n'apprécie que les produits proposés par les spots publicitaires et vendus dans les supermarchés.

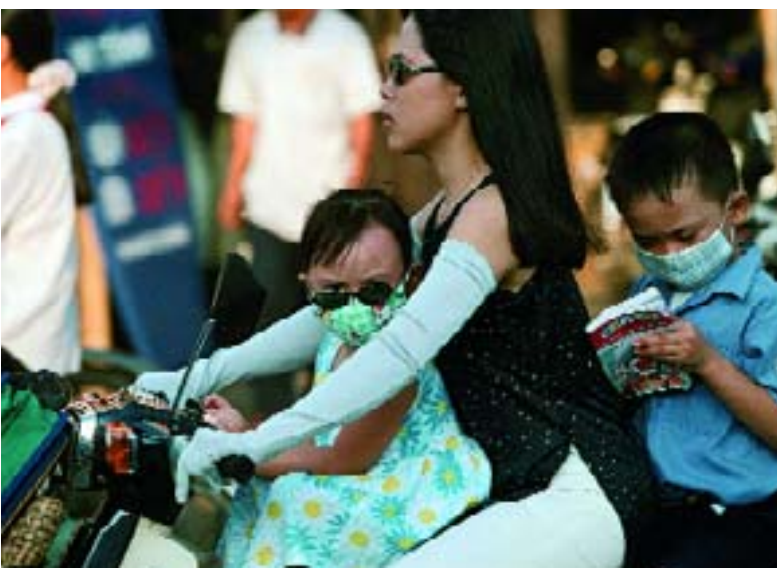
Avec une Oshin, le repas des gosses peut durer des heures. Allez donc sur l'aire de jeux d'un grand ensemble: vous y verrez des Oshin avec des poussettes. Chacune brandit un hochet ou un pistolet électrique, suppliant le petit chéri d'avalier encore une cuillerée. Voyez encore tous ces gosses qui font les mêmes caprices, qui obligent leur pauvre Oshin à faire le bourricot. Vous connaissez la citadelle historique de Hué? Une de mes amies doit hêler chaque après-midi un cyclo-pousse pour en faire le tour: c'est seulement durant cette promenade, en compagnie de la nourrice, que l'enfant accepte de manger son bol de bouillie.

Chaque jour, davantage de femmes quittent la campagne. En ville, elles gagnent plus facilement l'argent qu'elles envoient au village pour nourrir leurs enfants. Plus l'armée des Oshin grossit, plus les gosses de la ville sont gâtés. Et quand l'Oshin rentre chez elle, c'est une véritable catastrophe pour les parents. Deux de mes amis avaient entièrement confié leur enfant à une Oshin depuis sa naissance. Au Nouvel An, celle-ci est retournée dans son village. Le gosse a refusé de manger et de dormir. Les parents ont supplié l'Oshin de revenir, mais elle a refusé. À la veille du Têt, ils ont alors loué une voiture et réservé une chambre d'hôtel tout près du village de la nourrice. Ainsi, c'est un sourire d'enfant qui leur a annoncé du bonheur pour l'année nouvelle. ■

(Du vietnamien)



Phan Thi Vang Anh est née à Hanoi en 1968. Après une formation de cardiologue, elle travaille aujourd'hui comme écrivaine, lectrice dans une maison d'édition et chroniqueuse pour divers journaux et magazines. Également réalisatrice de films documentaires, elle vit entre Hanoi et Ho Chi Minh-Ville. Dans les années 90, son livre *Quand on est jeune* a marqué toute une génération et est devenu un best-seller au Viêt-nam. Cet ouvrage a été traduit en français (éditions Picquier) et en suédois. Le plus grand succès récent de Phan Thi Vang Anh est un recueil de chroniques, qui n'est pour l'heure disponible qu'en vietnamien.



Holland. Hoogre / laif

Le vaudou, un segment de l'ADN haïtien

Marianne Lehmann, une Bernoise établie depuis cinquante ans en Haïti, a constitué l'une des plus importantes collections d'art vaudou du monde. Entre ses chats et ses guerriers, elle réhabilite la mémoire d'une religion passionnante. Stockés pour l'instant dans une maison de Port-au-Prince, ces objets seront bientôt présentés au public. D'Arnaud Robert*.



1



2



3

Elle vit à côté d'une église qu'elle ne fréquente pas. Le dimanche, les ouailles en cravate ou en jupon passent devant sa maison; elles causent de ce qui s'y trame sans l'avoir jamais vu. Tout juste savent-elles qu'une femme blanche à l'immense chevelure blonde y habite depuis des décennies et que, de l'autre côté du trottoir, elle reçoit parfois des prêtres vaudou qui tiennent en mains des objets emballés. Marianne Lehmann est une étrangeté chez elle, à Pétienville, sur les hauteurs de

Port-au-Prince. Une Bernoise débarquée en Haïti en 1957, avec un bébé sous le bras. Tout juste mariée à un fils d'excellente famille haïtienne, qu'elle avait rencontré lorsqu'elle travaillait comme laborantine à Lausanne. Cette étrangère naturalisée ne s'est jamais résolue à quitter son île, malgré l'arrivée de François Duvalier quelques mois après son emménagement, malgré Duvalier fils, malgré le règne des généraux, Aristide et sa défaite. Même si elle ne reconnaît plus aujourd'hui la

charmante banlieue rurale où elle vivait alors. Marianne Lehmann parle dans un créole vif. Et son français a des odeurs de café moulu.

Une religion venue d'Afrique

Elle a abandonné la grande maison à ses pièces. Et presque tout le territoire de la menue villa où elle loge, en face de son musée personnel, est colonisé par une dizaine de chats. Avant d'ouvrir la grille de sa collection, elle insiste pour vous retracer l'histoire haïtienne. Avec les

années, Marianne Lehmann s'est rendu compte que le voyageur arrivait toujours chez elle avec une idée toute faite sur le vaudou: des images de sorcellerie et de zombies, ou une fascination légèrement morbide. Elle raconte alors les chaînes des esclaves, les Marrons enfuis dans les montagnes aux alentours des plantations, la religion marquée forcément par les sédiments de la révolte. Cette religion partie du Bénin, qui a pris la mer et ne s'est pas retrouvée intacte en Haïti. Le vaudou, selon

1. Rèn Bizango / Reine Bizango
Personnage féminin

2. Mal Pa Dous (Bizango) / Le Mal
N'est Pas Agréable (Bizango)
Paquet Bizango

3. Malè Bizango / Malheur
Bizango
Personnage

4. Gad Zazi Maza Wangòl / Garde
Zazi Maza Wangòl
Personnage pailleté avec tête
de mort

5. Renn Mari-Lwiz / Reine Marie-
Louise
Personnage féminin assis sur
un fauteuil et tenant un enfant
sur ses jambes

6. Magicien

7. Boutèy Bosou ak de Kòn /
Bouteille Bossou à deux
Cornes

8. Boutèy gwo vant (twal wouj,
tètmo sèvi kòm bouchon) /
Bouteille ventrue (tissus rouge,
crâne servant de bouchon)

9. Krich / Cruche
Cruche à trois bouches avec
quatre cœurs et personnages
peints à l'intérieur



4



5



6

Collection Marianne Lehmann, FPVPOCH
Photos Johnathan Watts, MEG (6)

Marianne Lehmann, est inextricablement lié à l'épopée haïtienne. Il la scelle. Les origines africaines ne constituent qu'un élément du décor mystique. Il y a les Taïnos, ces Indiens que les occupants successifs ont décimés – génocide d'un peuple plus que d'une culture, puisque ses traces se retrouvent dans chaque rituel du vaudou haïtien. Et puis le catholicisme qui s'est disséminé en des formes subtiles. Son vaudou, Marianne le voit comme le précipité de son pays d'adoption.

Des armées de statuette

Elle a un petit peu plus de 70 ans, mais en paraît quinze de moins. Née dans une famille d'agriculteurs protestants, elle n'imaginait pas se retrouver un jour à l'autre bout du monde, dans cette anti-Suisse qui n'a connu que les bouleversements politiques et la chute économique, dans ces cérémonies des fonds de la ville où de vieilles femmes prennent soudain la voix féline d'Erzulie Freda, divinité de l'amour. Un jour, il y a vingt ans, un garçon lui ouvre

un sac sous les yeux. Celui-ci abrite une petite statuette de béton. Marianne ne veut pas l'acquérir. Elle ignore presque tout du vaudou, mais conçoit que ces sculptures ont leur place dans un temple, un *houmfort*. Le marchand insiste. Il prétend la vendre alors à un touriste américain. Marianne se résout à l'acheter. Une des plus importantes collections d'art vaudou du monde s'ouvre ainsi, avec le souci de ne pas voir des pans entiers du patrimoine national exfiltrés d'Haïti. Peu à peu, des

houngans (prêtres) dans le besoin, des intermédiaires grisés, se passent le mot. Il y a, là-bas, chez cette femme, une ouverture pour les objets de qualité. Marianne Lehmann est intéressée par les pièces les plus rares, celles que l'on n'aperçoit jamais hors des sociétés secrètes. Elle travaille alors au consulat de Suisse. Tout son salaire passe dans des statues de la société secrète Bizango. Les moins visibles. Les plus martiales. Leur tête est un crâne humain. Elles ressemblent à des armées de



7



8



9

Collection Marianne Lehmann, FPV/POCH
Photos Jonathan Watts, WEG ©



Arnaud Robert

Première mondiale à Genève

Jusqu'à présent, les centaines d'objets vaudous réunis par **Marianne Lehmann** n'étaient pas accessibles au public. La Fondation pour la préservation, la valorisation et la production d'œuvres culturelles haïtiennes (FPVPOCH), créée récemment sur l'initiative de la Suisse, sera chargée de gérer et d'exposer ce fabuleux patrimoine. Avec le soutien de la DDC, elle a entrepris des démarches pour créer un musée permanent à Port-au-Prince. En attendant que celui-ci voie le jour, c'est le public européen qui sera le premier à découvrir la collection Lehmann. Le Musée d'ethnographie de Genève en exposera dès décembre plus de 300 pièces. À l'automne 2008, l'exposition poursuivra sa tournée européenne. Elle s'arrêtera notamment à Amsterdam et à Berlin. Exposition «*Le vodou, un art de vivre*» : du 5 décembre 2007 au 31 août 2008, Musée d'ethnographie de Genève, ouvert tous les jours de 10h à 17h sauf le lundi, entrée libre. Renseignements : www.ville-ge.ch/meg

tissu rembourré, de chaînes, de miroirs et d'armes.

Attaqué par les chrétiens

Marianne Lehmann constitue des ensembles. De drapeaux à paillettes, d'archéologie taïno, de fauteuils de *houngan*, d'armoirs à mystères, de miroirs énormes ayant appartenu à d'anciennes familles présidentielles. Des centaines, puis des milliers d'objets viennent s'empiler dans les étages. Peut-être fallait-il une étrangère pour réunir, avec tant de constance, un tel trésor. En Haïti, le vaudou est une chose fragile. À chaque renversement politique, les péristyles où les cérémonies ont lieu sont attaqués. Quand Aristide a quitté l'île, son musée bardé de pièces vaudou a été saccagé par une troupe placée sous la tutelle d'un petit prêtre chrétien. Le catholicisme n'a pas réussi à épuiser le vaudou. Ce sont aujourd'hui des hordes d'évangélistes américains en sandales qui finissent le travail. Et puis les gouvernements successifs, qui ont utilisé systématiquement cette force populaire, n'ont jamais souhaité la défendre. Le vaudou, cette terre des sorts jetés et des superstitions, ne répond pas à leur vision d'un État

moderne. Marianne Lehmann s'est obstinée. Elle a réuni autour d'elle des *houngans*, des prêtresses mambos lettrées et des amateurs du vaudou. Elle a créé une fondation. Pour qu'un jour un musée vienne se percher sur les flancs de Port-au-Prince et rappelle enfin que cette religion est un segment clé de l'ADN haïtien.

La recette de la poudre à zombies

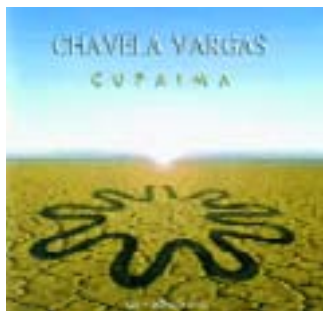
Marianne Lehmann porte un regard de tristesse et d'admiration sur Haïti, sur ce peuple qui a conquis son indépendance, sur cette tradition qui élabore à chaque instant les formes les moins soupçonnables. Elle vit encerclée par les sculptures démentes, les corps de bois difformes, les longs diables de béton. Elle traque la réaction du visiteur, craintif puis saisi et fasciné. Elle n'a pas peur. Elle balaye les décoctions que des farceurs sorciers jettent parfois devant son portail. Quand la NASA est venue lui demander, il y a quelques années, la recette de la poudre à zombies, elle a affirmé dans un sourire en ignorer jusqu'au dernier grain. Il ne s'agit pas, pour elle, de jouer avec le secret.

Mais elle imagine une nouvelle tâche à ces sculptures *bizango*, dont la mission jusqu'ici fut d'assurer aux combattants anticoloniaux le succès de leurs batailles. Voyager pour être vues. Pour montrer une fois pour toutes que le vaudou haïtien n'est pas cette chose sombre et effrayante que les films hollywoodiens n'ont jamais cessé de décrire. Mais une religion complexe, systématique et mouvante, née dans l'oppression esclavagiste. Une façon de survivre d'abord, un art de vivre enfin. ■

*Arnaud Robert, journaliste au quotidien «*Le Temps*», est également collaborateur scientifique de l'exposition «*Le vodou, un art de vivre*», au Musée d'ethnographie de Genève

Des hauts et des bas

(er) Émouvante et emplie de passion, la voix chaude et rauque de Chavela Vargas s'insinue sous la peau et résonne longtemps à l'oreille. Elle chuchote, implore, crie parfois. Son timbre altéré est mis en valeur par la richesse musicale qui mêle des instruments amérindiens (crécelle, tambours, coquillages et flûtes) aux guitares espagnoles cristallines. C'est une voix magique, empreinte de souffrance et d'amour, qui reflète le destin mouvementé de la chanteuse, âgée aujourd'hui de 88 ans. Née au Costa Rica, Chavela Vargas a grandi au Mexique, qui est devenu sa patrie. Sa vie est faite de périodes



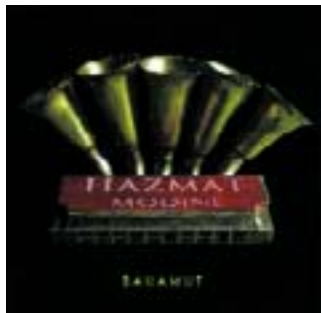
difficiles et de grands succès. La diva, qui a été l'amante de la peintre Frida Kahlo, a sombré dans l'alcool durant les années 80. Mais elle est parvenue à guérir de sa dépendance à la tequila et a recommencé à chanter après une longue traversée du désert. Il y a un an, à Mexico, Chavela Vargas a fait ses adieux à la scène, après plus de 50 ans de carrière. Et c'est également au Mexique qu'est sorti un excellent CD, agrémenté d'un DVD qui contient une interview de la chanteuse et retrace la genèse de l'album. Après avoir enregistré plus de 80 disques, cette légende de la musique nous offre un testament rare, dont l'émotion et la force mystique touchent jusqu'au plus profond de l'âme. *Chavela Vargas : « Cupaima »* (Tropical Music GmbH / Musikvertrieb)

**Musiques entre deux fleuves**

(er) L'été dernier, le Village du Monde du Paléo Festival est parti à la découverte de l'Afrique du Nord. Ce périple musical fait maintenant l'objet d'une superbe compilation, mélange de mélodies grisantes et de textes engagés. Les treize pistes du CD font alterner chansons kabyles, folk oriental, blues nomade, rock berbère, musique de trance gnaoua et fusion ethno-électro. Parmi les interprètes, on trouve des artistes et des groupes tels que Rachid Taha, Idir, Tinariwen et Tarti. La rébellion, l'esprit d'ouverture et la tolérance se dégagent aussi de l'œuvre artistique des chanteuses qui ont pris part au projet : Natacha Atlas, Djura (auteure algérienne du livre *Le Voile du silence*) et Malouma. En mars 2007, cette dernière a sorti son troisième album, qui célèbre le mariage inhabituel d'une pop bien rythmée avec le blues du désert. Née dans une famille de griots mauritaniens, Malouma n'a pas été autorisée à se produire dans son pays jusqu'en 2005. *Paléo Festival Nyon, Village du Monde 2007, Various : « North Africa - Du fleuve Sénégal au Nil »* (Disques Office); *Malouma : « Nour »* (Manab / Disques Office)

Un collage subtil

(er) Habité par un humour communicatif, le premier CD de Hazmat Modine offre une mosaïque unique en son genre. Les huit musiciens du groupe, tous issus de ce bouillon de culture qu'est New York, puisent dans la musique du monde pour fertili-



ser la tradition américaine. Ils font fusionner blues, country, swing, soul et pop des années 20 à 60 avec les cuivres des Balkans, les musiques tsiganes et klezmer, sans oublier le rocksteady. Des sonorités et des rythmes grandioses interprétés avec un ensemble d'instruments pour le moins original : deux harmonicas, des percussions, un tuba, une trompette, une flûte, un saxophone, un banjitar, une guitare hawaïenne, un cymbalum roumain, une claviola, un sheng chinois... À l'originalité instrumentale vient s'ajouter la qualité du chant : une voix rauque typiquement blues, qui prend parfois un timbre de fausset et n'est pas sans rappeler Tom Waits ou Screamin' Jay Hawkins. Sur cet album, Hazmat Modine a invité le groupe mongolien Huun-Huur-Tu, spécialiste du chant de gorge. Et quand ce quatuor, originaire de la République russe de Touva, se joint aux New Yorkais avec son étonnante technique vocale et ses instruments traditionnels, il devient difficile de tenir en place. *Hazmat Modine : « Bahamut »* (Jaro Medien / Karbon Distribution)

L'Afrique fait la leçon à l'Occident

Films Le dernier long métrage d'Abderrahmane Sissako, qui a fait beaucoup de bruit et obtenu de nombreux prix l'an dernier, s'intitule tout simplement *Bamako*. Le réalisateur, mauritanien de naissance, a trouvé une manière à la fois intelligente et drôle de parler des problèmes que posent les relations Nord-

service



Sud. À Bamako, capitale du Mali, un tribunal a été installé dans la cour de la maison où le cinéaste a grandi et où vivent actuellement plusieurs familles. Des représentants de la société civile africaine ont engagé une procédure judiciaire contre le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, responsables à leurs yeux du drame qui frappe le continent. La cour de la maison, devenue également cour de justice, reste un lieu de vie. Tandis que plaignants, témoins et défenseurs se succèdent à la barre, la vie continue comme si de rien n'était. À travers les activités de la vie quotidienne, ce film captivant montre comment les pays du Nord traitent ceux du Sud. Une leçon en forme de comédie, qui ne vaut pas seulement pour l'Afrique. Le DVD est livré avec une longue interview d'Abderrahmane Sissako et un livret explicatif.

Commandes et informations :
tél. 056 430 12 30 ou
www.trigon-film.org

Des tontines à Dakar

En réponse à la crise économique, des associations de femmes sénégalaises ont créé des « tontines », un système d'épargne et de prêt par roulement. Les membres versent régulièrement une petite somme dans un fonds commun. Ainsi, chacune d'entre elles peut disposer de temps à autre d'une somme assez importante. Grâce à cet instrument de la microfinance, qui a fait ses preuves dans d'autres pays en développement, nombre de Sénégalaises ont pu trouver de nouvelles sources de revenus ou

mettre sur pied de petites entreprises. Ce faisant, elles contribuent largement à l'entretien de leur famille. Le film explique le fonctionnement des tontines, donne la parole aux participantes et brosse un portrait fidèle de la vie quotidienne des femmes de Dakar, capitale du Sénégal.

Elisa Mereghetti : « Tontines féminines à Dakar », documentaire, Sénégal 2000, DVD, 19 min., dès 16 ans. Distribution / Vente : Éducation et développement, tél. 021 612 00 81, fed@globaleducation.ch.

Informations : Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, www.filmecinewelt.ch

Formation postgrade

L'EPFZ propose d'ici mai 2008 les cours suivants pour la préparation au diplôme postgrade pour les pays en développement (NADEL) :

- 18.2.-22.2. Planification I : introduction à la planification de projets et de programmes
- 25.2.-29.2. Promotion de la paix dans le cadre de la coopération internationale
- 4.3.-7.3. Urbanisation : interaction entre développement socio-économique et ressources naturelles
- 10.3.-14.3. Vers des moyens d'existence durables : approches et pratiques
- 31.3.-4.4. Promotion du secteur privé
- 7.4.-11.4. Suivi I : pilotage des projets et des programmes dans la coopération au développement
- 15.4.-18.4. Culture et développement
- 21.4.-25.4. Évaluer les résultats et les processus de projets et de programmes
- 28.4.-30.4. Développement industriel et environnement
- 5.5.-9.5. Formation d'animateurs
- 13.5.-16.5. Introduction à la gestion financière de projets de développement
- 19.5.-23.5. OE I : développement

institutionnel dans le cadre de la coopération au développement 26.5.-30.5. Suivi II : pilotage axé sur les résultats au niveau des programmes sectoriels et nationaux

Délai d'inscription : un mois avant le début du cours.

Langue de travail : allemand.

Informations et inscriptions : EPF Zurich, secrétariat du NADEL, VOB B 12, 8092 Zurich ; tél. 044 632 42 40, www.nadel.ethz.ch, [courriel : balmelli@nadel.ethz.ch](mailto:courriel:balmelli@nadel.ethz.ch)

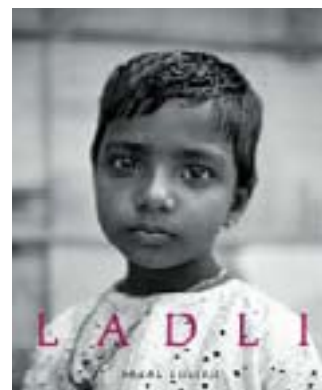
Réflexions sur les Balkans

(bf) Que s'est-il passé depuis le démantèlement de l'État pluri-ethnique qu'était la Yougoslavie ? Quel regard les intellectuels posent-ils sur leur pays, leur région, la guerre ? Comment perçoivent-ils l'avenir ? L'ouvrage *Dieses Schicksal unterschreibe ich nicht* (Je ne souscris pas à ce destin), de René Holenstein, livre des points de vue différents sur le passé, le présent et l'avenir des Balkans. L'auteur, chef de la section Gouvernance à la DDC, a interviewé 19 intellectuels – journalistes, poétesses, auteurs dramatiques, juristes, théologiens, philosophes et sociologues – de Croatie, de Serbie, de Bosnie et Herzégovine et du Kosovo. Ces personnes sont engagées dans des domaines aussi variés que les droits humains, la démocratie, le rétablissement de la vérité historique, la situation des femmes, la culture, la religion, l'identité nationale et la mondialisation. Les idées qui reviennent dans plusieurs entretiens donnent un aperçu de la collaboration entre les intellectuels à l'époque de l'ex-Yougoslavie. René Holenstein a mené la plupart de ces entretiens entre 2005 et 2006. Le livre contient une postface de Carla Del Ponte, procureure au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, à La Haye, dont le mandat a été prolongé jusqu'à fin 2007.

René Holenstein : « Dieses Schicksal unterschreibe ich nicht », Chronos Verlag, 2007

L'élimination des filles en Inde

(bf) Fils d'un Kenyan et d'une Américaine, le photographe Fazal Sheikh est né en 1965 à New York. Depuis plus de deux décennies, il publie des photos et des reportages impressionnants sur le destin de personnes déplacées en Afrique de l'Est, en Amérique du Sud et en Asie. Ses travaux et son engagement en faveur des droits humains lui ont valu de nombreux prix et une grande reconnaissance internationale. En 2005, il a notamment reçu l'une des plus prestigieuses distinctions du monde photographique, le Prix Henri Cartier-Bresson. Dans son dernier ouvrage, intitulé *Ladli* (fille bien-aimée, en hindi), le photographe, qui vit entre New York, Zurich et le Kenya, poursuit son travail sur la situation des jeunes filles et des femmes en Inde. Les faits qu'il rapporte sont choquants : chaque année, des milliers d'avortements sont pratiqués uniquement parce que le fœtus est de sexe féminin ; des milliers de bébés filles sont tués juste après la naissance à cause de leur sexe ; des milliers de jeunes filles sont violées et forcées de se prostituer. Une campagne lancée en Inde estime à 50 millions le nombre de « femmes manquantes » en raison des avortements sélec-



tifs et des infanticides. Fazal Sheikh a rencontré des survivantes qui ont été recueillies dans des foyers pour enfants. Il retrace leur destin dans des photos et des textes saisissants.

Fazal Sheikh: «Ladli», Steidl, Göttingen, 2007 (texte en anglais seulement)

Une idéologie en perdition

(jls) Le libéralisme économique, idéologie dominante des années 80 et 90, devait assurer une croissance mondiale harmonieuse et résoudre tous les maux du développement. Il est loin d'avoir donné les résultats escomptés. Selon le journaliste français Christian Chavagneux, son heure de gloire est en train de passer. Sur le plan des échanges, l'Organisation mondiale du commerce accumule les échecs et risque d'être marginalisée par la prolifération d'accords bilatéraux, une forme moderne de protectionnisme. Dans le secteur financier, la libéralisation n'a tenu aucune de ses promesses: la répartition mondiale des capitaux est complètement déséquilibrée et la finance internationale n'a jamais été aussi opaque. Peu à peu, l'Église libérale perd ses croyants, relève encore Christian Chavagneux. Même les institutions de Bretton Woods, confrontées à l'échec de leurs stratégies libérales, ne croient plus aux vertus magiques du marché. Après deux décennies de privatisations et de déréglementation des activités économiques, l'État regagne du terrain.

Christian Chavagneux: «Les dernières heures du libéralisme – Mort d'une idéologie», Éd. Perrin, Paris, 2007

Le long combat des femmes

(jls) Depuis quelques décennies, des femmes de partout tissent des liens, organisent des échanges et donnent à leurs luttes une structure cohérente. Le mouvement mondial des femmes existe bel et bien, affirme Peggy Antrobus, économiste née en Jamaïque. Il s'est organisé dès les années 70, en grande partie sous l'influence des féministes du Sud et des Noires américaines. Il est capable d'apporter de nouveaux points de vue sur les luttes pour la paix et la justice sociale, qui se livrent aujourd'hui à travers le monde. Dans un livre récent, Peggy Antrobus retrace les origines d'un mouvement dont elle a été l'une des pionnières. Elle en décrit l'extrême diversité, les objectifs, les stratégies, mais aussi les contradictions et les lacunes. Ce mouvement s'est nourri de la Décennie de l'ONU pour la femme (1975-1985), qui a permis de réunir des militantes d'origines diverses. Il s'est renforcé lors des grandes conférences de l'ONU dans les années 90. *Peggy Antrobus: «Le mouvement mondial des femmes», coll. Enjeux Planète, Éditions d'en bas, Lausanne, 2007*

La planète des bidonvilles

(bf) Professeur d'histoire, sociologue et observateur du monde contemporain, Mike Davis s'est

fait connaître par ses essais sur les structures sociales et le développement urbain dans sa patrie, le sud de la Californie. Il passe pour l'un des intellectuels les plus dérangeants et les plus incisifs des États-Unis. Son livre *Le pire des mondes possibles* dresse un tableau alarmant des processus d'urbanisation à l'échelle de la planète. Il part du constat que la population des villes dépasse aujourd'hui – pour la première fois – celle des campagnes et qu'un citadin sur six vit dans un bidonville. Mike Davis reprend la terminologie des stratèges militaires américains lorsqu'il parle de *failed cities* (villes déstructurées) pour désigner ces quartiers pauvres du Sud qui ne cessent de s'étendre et qui seront les champs de bataille du 21^e siècle. Depuis les *barricadas* surpeuplées de Lima jusqu'aux monstrueux dépotoirs de Manille, l'urbanisation a en effet été déconnectée de l'industrialisation et de la croissance économique. Elle n'est pas nourrie par une demande de main-

d'œuvre. Dans le style provocant qui caractérise tout l'ouvrage, Mike Davis fait un rapprochement révélateur avec les *gated communities*, les quartiers résidentiels dont l'accès est contrôlé. Depuis peu, de tels lotissements de riches se créent également à Londres, par exemple.

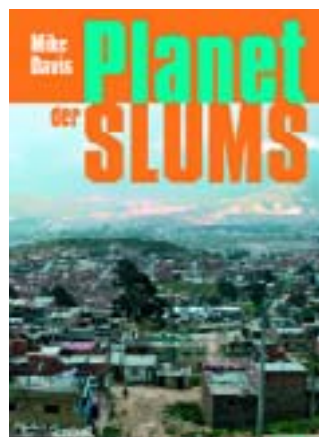
Mike Davis: «Le pire des mondes possibles – De l'explosion urbaine au bidonville global», La Découverte, 2006

Des spécialistes du DFAE viennent à vous

Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions, pour leur présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets de la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit, il ne peut toutefois offrir ses services qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent participer à la manifestation.

Informations: Service de conférences du DFAE, Service d'information, Palais fédéral ouest, 3003 Berne; tél. 031 322 31 53 ou 031 322 35 80, fax 031 324 90 47/48, courriel: info@eda.admin.ch

Divers



Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur:

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction:

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vuffray (coordination globale) (vuc)
Joachim Ahrens (ahj)
Barbara Fournier (for)
Thomas Jenatsch (jtm)

Jean-Philippe Jutzi (juj)
Antonella Simonetti (sia)
Andreas Stauffer (sfx)
Beat Felber (bf)

Rédaction:

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme: Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho: Mermod SA, Lausanne

Impression: Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction:

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements:

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: DDC, Médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12
Fax 031 324 13 48
Courriel: info@deza.admin.ch
www.ddc.admin.ch

860167653

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total: 56'500

Couverture: Varsovie: Edgar Rodtmann/laif

ISSN 1661-1675

Dans le prochain numéro :

Autrefois, on essayait d'empêcher les flux migratoires à tout prix. Aujourd'hui, on s'intéresse plutôt à leurs aspects positifs. Ce thème suscite toujours d'intenses discussions au niveau international, mais la perspective a radicalement changé. Un dossier sur ce phénomène mondial et son potentiel.



Kerstin Schoenel



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC